



# Sommaire

COMPTE RENDU DU C.A. DU 21 SEPTEMBRE 1996.....	1
ENSEIGNEMENTS ET SÉMINAIRES .....	7
SOUTENANCES.....	31
RÉSEAUX.....	33
COLLOQUES ET RENCONTRES .....	49
Compte rendu du colloque tenu au Québec .....	49
A venir .....	52
Passés.....	54
APPELS À CONTRIBUTIONS .....	59
REVUES.....	67
En français.....	67
En allemand.....	75
En anglais.....	75
En catalan/espagnol .....	78
En italien .....	79
En néerlandais.....	81
En portugais .....	82
LIVRES.....	83
Comptes rendus .....	83
Parutions .....	94
MANIFESTES .....	101
BULLETINS DE COMMANDE .....	109
STATUTS.....	111
ABONNEMENT, ADHÉSION .....	113





# *Compte rendu du C.A.*

## *C.A. du 21 septembre 1996*

Présentes : Nicole Décuré, Françoise Duroux, Michèle Ferrand, Dominique Fougeyrollas, Irène Foyentin, Annik Houel, Nicky Le Feuvre, Françoise Picq, Hélène Rouch, Marie-Claire Rouyer.

### ELECTION DU BUREAU

Comme c'était la première réunion du nouveau C.A, nous avons procédé à l'élection du bureau ; nous avons reconduit le bureau précédent : présidente : Françoise Picq – trésorière : Annik Houel – secrétaire : Nicole Décuré.

### BULLETIN

Le prochain bulletin doit être bouclé pour le 1<sup>er</sup> novembre... à vos plumes ! Après une discussion sur les contacts avec l'étranger, il est décidé de créer une rubrique « En visite », annonçant qui vient, pendant quelle période, avec quel objectif, en donnant clairement des informations sur les thèmes de travail et les désirs éventuels de rencontre des chercheuses étrangères venant passer quelque temps en France.

## 1<sup>er</sup> COLLOQUE INTERNATIONAL SUR LA RECHERCHE FÉMINISTE DANS LA FRANCOPHONIE

**QU BEC, 24-28 SEPTEMBRE 1996**

De très rares financements ont pu être obtenus, ce qui fait que le nombre de chercheuses françaises participantes est très réduit. Les organisatrices du colloque ont prévu une table ronde de clôture sur l'avenir de la recherche féministe francophone, « Quels défis pour l'avenir ? » et ont demandé à l'ANEF de dresser un bilan des études féministes françaises. Dominique Fougeyrollas compte souligner la spécificité des difficultés que nous rencontrons en France. Elle exposera la position de l'ANEF en reprenant son parcours. Elle insistera sur le caractère pluridisciplinaire des recherches féministes françaises et sur le refus de fonder une discipline « féministe ». En France, on ne peut pas, à l'inverse des USA, faire une thèse dans un cursus féministe, mais seulement une thèse à problématique féministe inscrite dans une filière disciplinaire classique.

### FONCTIONNEMENT DE L'ANEF

Comment procéder pour réussir à engager rapidement l'ANEF quand il y a urgence (signature de pétition, décision de participation à l'appel à manifestation) ? Cela pose la question de la nature des interventions de l'ANEF : il ne s'agit pas d'être partout, de tout signer, de tout soutenir. Le principe retenu est de n'engager l'ANEF que pour ce qui concerne précisément son objet : les études féministes, les problèmes des femmes... Pour aller vite, il est décidé que toute signature ou décision de soutien doit obtenir l'accord de quatre membres du C.A, dont la présidente.

### PRÉPARATION DES ASSISES DES DROITS DES FEMMES

**15 ET 16 MARS 1997**

Plusieurs commissions préparent ces journées sur une partition thématique : Droit au travail-Droit à l'emploi ; Elles choisissent ; Violences ; Citoyenneté contre l'ordre moral ; Place des femmes dans la vie publique ; Pauvreté-précarité ; International. Une commission « Famille » a du mal à fonctionner.

Les réunions en province marchent plus ou moins bien selon les commissions. Quel peut être le rôle de l'ANEF dans la préparation de ces Assises ? Sans doute principalement aider au rapprochement des chercheuses et des groupes.

Le budget prévisionnel des Assises est très élevé. Le C.A décide du montant de sa participation de départ : 1 200 F.

## RELATIONS AVEC LE SERVICE DES DROITS DES FEMMES

Nicky fera un courrier au nom de l'ANEF, du CLEF et de SIMONE pour s'étonner que l'appel d'offre de la DG5 (Egalité des chances) de la CE n'ait pas été diffusé auprès des groupes et des individus susceptibles d'être intéressés.

Nous avons reçu une subvention de 39 000 F cette année.

## COMMISSION « PUBLICATIONS »

Dominique Fougeyrollas constate une relative absence de curiosité des chercheuses féministes et particulièrement de nos adhérentes qui ne semblent ni lire, ni acheter les ouvrages publiés à leur intention. Si l'ANEF ne fait pas la promotion de ses publications, personne ne le fera. Cela ouvre à nouveau le débat sur notre faible nombre d'adhérentes, sur le « relatif intérêt » des chercheuses féministes vis-à-vis de l'ANEF, débat que nous décidons de remettre à une prochaine réunion.

## QUESTIONS DIVERSES

L'Annuaire au féminin, publié par Brigitte Rossignol et où figure l'ANEF, est plutôt contestable. D'une part, les indications fournies sont souvent fantaisistes et visiblement publiées parfois sans l'aval des individus. D'autre part, et plus grave, à côté d'associations clairement féministes apparaissent d'autres comme « Laissez-les vivre » ou « SOS-futures mères ». Françoise Picq a déjà faxé son désaccord mais sans doute faudra-t-il aller plus loin et refuser d'y apparaître (en commun avec d'autres associations féministes).

## COMMISSION « UNIVERSITÉS »

Le DEA de Paris VIII a été refusé en termes injurieux : les études féministes ne pas un domaine d'étude, ce n'est pas scientifique. Après intervention directe auprès du ministre Bayrou, le DEA est finalement réhabilité pour trois ans.

Par ailleurs, le CEDREF (Paris VIII) a déposé un projet de « programme pluri-formation » : « Genre, science et société », avec des enseignantes d'autres universités de la région parisienne.

Il faut recommencer nos demandes de postes d'études féminines : il y a plusieurs candidates, notamment à Lyon.

L'ANEF a reçu une lettre de M. Dauphiné (ministère de l'Education nationale) à laquelle il faut répondre, avec un résumé des épisodes précédents, réexpliquant pour la énième fois la situation et soulignant que ce n'est pas, comme il semble le croire, pour l'ANEF que nous réclamons des créations de postes.

## JOURNÉE DE L'ANEF 1997

On rappelle que l'ANEF avait accepté la proposition de Rita Talhmann (et de Liliane Kandel) sur une journée de l'ANEF dont la thématique tournerait autour de misogynie, féminisme, antisémitisme, racisme, sexisme ; et que le thème avait été reporté de 1996 à 1997. Hélène Rouch est chargée de leur écrire pour leur demander de préciser le projet avant le prochain CA (7 décembre). La date retenue pour l'instant est le 14 juin.

On envisage aussi une journée sur l'université, dans le cadre de nos rencontres avec les groupes de jeunes féministes : la matinée serait thématique : inégalités de sexes à l'université, filières, exclusion des filles de certains domaines (faire appel à Femmes et mathématiques ; l'après-midi traiterait des aspects techniques (postes, fonctionnement, évaluation).

## RELATIONS INTERNATIONALES

Qui va les prendre en charge ? Il est décidé d'inviter Judith (qui a demandé à être remplacée à WISE) au prochain CA pour faire le point des activités WISE/ANEF et définir les tâches de la fonction. Il faut absolument rester à WISE. Cette année, il n'y a pas de véritables enjeux sur le plan international, mais il faut assurer un suivi minimum car l'absence des Françaises est très remarquée. Le CA suggère que ce suivi soit éventuellement assuré par Marie-Claude Bergouignan ou Françoise Duroux (toutes deux absentes à ce moment-là) en qualité de membres du bureau.

Mair Vertuy (adhérente de l'ANEF) signale que l'Institut Simone de Beauvoir de Concordia se propose de fêter le cinquantenaire du Deuxième sexe (en France), un comité s'est constitué au Québec pour l'organisation. La seule Française impliquée pour l'instant est Christine Delphy. Il est souhaitable que l'ANEF s'investisse plus largement dans cette manifestation.

## INFORMATION

Nicole-Claude Mathieu est nommée doctor honoris causa de Laval, Québec.

Michèle FERRAND







*Enseignements  
et  
séminaires*

*Université Laval - Québec*

*Nicole-Claude Mathieu, docteur honoris causa*

15.06.1996, Stade couvert du PEPS, Université de Laval :  
Collation des grades des trois cycles de la Faculté des sciences sociales :

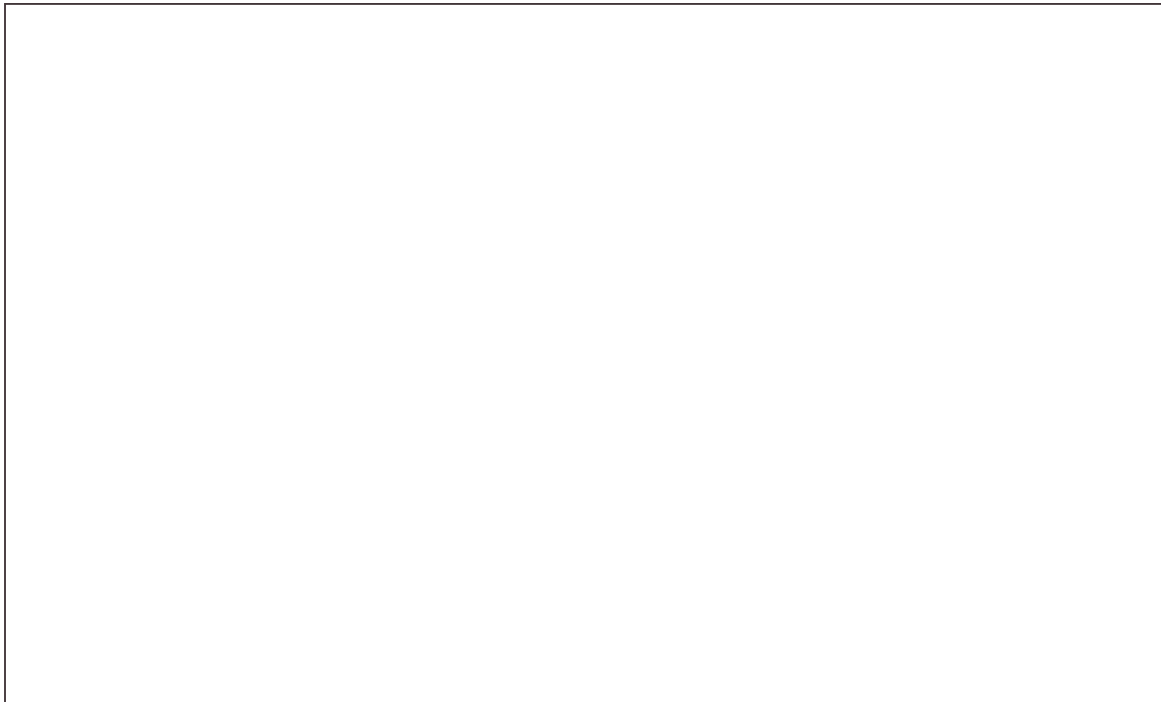
M. Michel Gervais, recteur

Mme huguette Dagenais, professeure à la Faculté

Mme Nicole-Claude Mathieu, anthropologue  
et Docteur en sciences sociales honoris causa

Mme Lise Darveau-Fournier, doyenne de la Faculté.

Photo Michel Bourassa,  
Université Laval



Nicole-Claude Mathieu avait été proposée pour ce titre au Conseil universitaire de l'Université Laval par Huguette Dagenais qui a impulsé et développé les études féministes dans cette université où elle détient la « chaire d'étude sur la condition des femmes » (voir le compte rendu sur le colloque « La recherche féministe dans la francophonie »).

Le Conseil universitaire a tenu à souligner « l'importance de la contribution [de N.-C. Mathieu] au développement des études féministes » et « le caractère exceptionnel de [son] apport à la définition de l'anthropologie des sexes ». Nous aurions aimé que Nicole-Claude Mathieu bénéficie, ainsi que quelques autres, d'une telle reconnaissance en France. Hélas la France, pour les études féministes, n'est pas le Québec, loin s'en faut...

L'ANEF est heureuse en tout cas de cette distinction et remercie N.-C. Mathieu de l'autoriser à publier son allocution dans le bulletin.

Nous rappelons que L'anatomie politique regroupant les premiers textes de N.-C. Mathieu est toujours disponible aux éditions CÔTÉ-FEMMES – 4, rue de la Petite-Pierre 75011 Paris.

### *Allocution de remerciement de Nicole-Claude Mathieu*

**Ma tre de conf rences | EHESS Paris,  
Docteur honoris causa | Universit Laval-Qu bec  
le 15 juin 1996**

Monsieur le Recteur, monsieur le Secrétaire général, chères finissantes et finissants, Mesdames, Messieurs,

C'est un grand plaisir pour moi de me retrouver en ce Québec où j'ai tant d'attaches professionnelles et amicales.

Pour l'honneur qui m'est fait aujourd'hui, je voudrais remercier tout d'abord les membres du Conseil universitaire ainsi que madame Lise Darveau-Fournier, doyenne de la Faculté des sciences sociales, et madame Huguette Dagenais, titulaire de la Chaire d'étude sur la condition des femmes, dynamique fondatrice du Groupe de recherche multidisciplinaire féministe de l'Université Laval et directrice de la revue *Recherches féministes*.

Merci aussi, plus largement, à votre communauté universitaire, car la reconnaissance que vous voulez bien exprimer aujourd'hui de mes travaux en anthropologie et sociologie des sexes témoigne à mes yeux d'un esprit de modernité, un esprit issu du siècle des Lumières — où tout devait être soumis à l'étude et à la critique, voire à la Révolution, où aucun dogme irrationnel ne devait subsister — bref, un esprit que j'aurais aimé rencontrer plus souvent dans l'université française en ce qui concerne les rapports de sexe.

Dans mon pays, la misogynie et l'antiféminisme sont un dogme irrationnel fondamental, pour ne pas dire fondamentaliste, mais déguisé « à la française », c'est-à-dire comme s'il s'agissait d'un simple jeu mondain entre les sexes — ce que ce n'est pas.

Il m'apparaît qu'au Québec et au Canada, comme dans d'autres pays, au moins reconnaît-on aux femmes, dans les hauts lieux voués à la connaissance, le droit institutionnel de vouloir analyser, comprendre et combattre leur situation d'oppression.

N'oublions pas, en effet, que le champ des études féministes n'aurait pas lieu d'être si n'existait pas, si ne persistait pas à travers le monde, l'oppression des femmes.

Sous des formes évidentes de violences extrêmes ou bien sous des formes plus sournoises parce qu'elles paraissent naturelles, comme l'amour hétérosexuel et la famille, cette oppression présente une structure de base qui se retrouve dans toutes les classes sociales et dans tous les pays.

C'est ce que le féminisme matérialiste dont je me réclame appelle les rapports de classe entre les sexes. Car le sexisme n'est pas qu'une question de « mentalités » ou d'idéologie. Il est fondé sur une exploitation concrète, matérielle — par les hommes — du corps, de l'esprit et des activités des femmes, dans le travail professionnel, dans la sexualité et, ne l'oublions pas, dans le travail familial/ménager/domestique. Et les conditions matérielles, sur lesquelles j'insiste, sont finalement plus tenaces que les mentalités, comme le démontre, par exemple, l'appauvrissement continu des femmes.

Mais tout aussi tenace est la résistance des femmes. Et de nombreuses femmes hétérosexuelles et lesbiennes des pays pauvres et

des pays riches, des cultures majoritaires et minoritaires, luttent dans le même sens — en « traversant les apparences » (comme aurait dit Virginia Woolf), au-delà des frontières nationales et des différences culturelles, pour aller à l'essentiel : la cause des femmes.

Je voudrais à ce propos saluer une première dans le rapport entre nationalisme et féminisme — en la personne de ces féministes amérindiennes du Canada qui ont défendu leurs cultures minoritaires, mais à la condition expresse que les droits des femmes soient inscrits dans les futures Constitutions autochtones et, bien sûr, mis en actes.

Ce n'est donc pas en mon seul nom que j'aimerais recevoir le titre que vous me décernez, mais au nom aussi de ces femmes, qui souvent n'ont pas écrit, militantes de toutes classes sociales et de pays du Sud comme du Nord, avec qui j'ai partagé depuis des années une commune analyse et un commun espoir.

Pour terminer, à vous qui venez d'obtenir votre diplôme, j'aimerais demander de vous rappeler — et de transmettre — au moins une idée de base qu'exprimait en 1913 la romancière anglaise Rebecca West\* :

« Je n'ai jamais réussi à définir le féminisme. Tout ce que je sais, c'est que les gens me traitent de féministe chaque fois que mon comportement ne permet plus de me confondre avec un paillard. »

Même si certaines choses ont changé dans nos pays, il reste encore du pain sur la planche pour abolir les rapports de force qui existent encore entre les sexes, et je vous convie à travailler, en tant que citoyens et citoyennes, à ces transformations. En bref, je vous souhaite « science, conscience et action », selon le titre d'un livre que vient de publier la Chaire d'étude sur la condition des femmes, de l'Université Laval.

Je vous remercie infiniment.

---

\*Citée par Susan Faludi dans *Backlash. La guerre froide contre les femmes*, Ed. Des femmes, 1993, p. 30, éd. orig. 1991.

# *Universitat de Barcelona*

## DUODA. CENTRE DE RECERCA DE DONES

### *Master en estudis de les dones*

**DUODA — Centre de Recerca de Dones — C/ Brusi 61 — 08006  
Barcelona — Tel : (93) 414 25 10 — Fax : (93) 414 44 54**

El Màster en Estudis de les Dones s'imparteix al Centre de Recerca de Dones DUODA de la Universitat de Barcelona des de l'any 1988. Forma part d'una xarxa d'intercanvi entre programes d'Estudis de Dones (Women's Studies) a Europa.

Un dels trets remarcables d'aquest programa és el seu caràcter interdisciplinari. Un conjunt d'investigadores reconegudes per la seva contribució a la matèria des de diverses disciplines desenvolupen aproximacions al saber de les dones des de la superació de la rígida divisió del coneixement en compartiments estancs que encara és pròpia de l'estructura acadèmica.

L'objectiu principal d'aquests cursos no es redueix a la possibilitat de recuperar les dones com a objecte d'estudi, sinó que pretén contribuir des de la docència i la investigació universitàries a la construcció d'un nou pensament i un nou discurs científic i filosòfic.

El Màster en Estudis de les Dones s'articula en dos mòduls (A : Veus i experiències de dones en el temps i l'espai ; B : Percepció, creació i comunicació de les dones), cadascun dels quals està compost per diverses assignatures. S'oferten 15 crèdits a cada mòdul, el que fa un total de 30 crèdits (300 hores lectives). Cada mòdul es cursarà durant un any acadèmic.

L'obtenció del títol de Màster implica realitzar els dos mòduls en un termini mínim de dos anys i màxim de cinc. D'altra banda, cadascun dels mòduls i les assignatures corresponents conforma una unitat coherent de coneixement.

CALENDARI DELS CURS 1996/1997  
(Data d'inici : Dimecres 15 de gener de 1997)

**Assignatures :**

Dilluns :

- Família i canvi social (Pr. Dolors Comas)
- Teoria Feminista (Pr. Milagros Rivera)

Dimarts :

- Geografia i Gènere : espai, dona i societat (Pr. J. Brui i D. García Ramón)
- Veus i imatges de les dones al passat. Una altra... (Pr. Teresa Vinyoles)
- Heterodòxia i política. La utilització del diví... (Pr. María Echániz)

Dimecres :

- Partir del nostre passat (Pr. M. Picazo i E. Sanahuja)
- Geografia i Gènere : espai, dona i societat (Pr. J. Brui i D. García Ramón)
- Heterodòxia i política. La utilització del diví... (Pr. María Echániz)

Dijous :

- Dones, treball i Estat del Benestar (Pr. Cristina Carrasco)

*Centre Pierre-Léon – Lyon 2*

INSTITUT UNIVERSITAIRE DE FRANCE

SÉMINAIRE 1996-1997

*Histoire et histoire des femmes.*

*Parcours intellectuels d'historiens et d'historiennes*

- ▲ De l'histoire sociale à l'histoire des femmes. Les chemins d'une historienne, Michelle Perrot, Université Paris 7.  
Vendredi 25 octobre 1996, 14 h 00 à 16 h 30

- ▲ De l'histoire des jeunes à l'histoire des femmes. Le rôle des associations dans la construction des identités, Yolande Cohen, Université du Québec à Montréal.  
Vendredi 29 novembre 1996, 14 h 00 à 16 h 30
- ▲ La place de l'expérience dans l'écriture de l'histoire des femmes, Leora Auslander, Université de Chicago.  
Vendredi 13 décembre 1996, 14 h 00 à 16 h 30
- ▲ Histoire des femmes, histoire de la famille, histoire de l'assistance. Un parcours de recherche dans la Rome pontificale entre XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècle, Angela Groppi, Istituto dell' Enciclopedia italiana, Rome.  
Vendredi 17 janvier 1995, 14 h 00 à 16 h 30
- ▲ De l'histoire des femmes à l'anthropologie, Agnès Fine, Université de Toulouse 2.  
Vendredi 14 février 1997, 14 h 00 à 16 h 30
- ▲ Histoire et histoire des femmes : sur la « crise » de l'histoire, Gérard Noiriel, EHESS  
Vendredi 7 mars 1997, 14 h 00 à 16 h 30
- ▲ L'avortement en Allemagne et en France. Une étude comparée XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles, Christina Ottomeyer-Hervieu, Université Paris 7.  
Vendredi 21 mars 1997, 10 h 00 à 12 h 00
- ▲ La politique raciale du nazisme : agents, victimes et rapports de sexe, Gisela Bock, Université de Bielefeld.  
Vendredi 21 mars 1997, 14 h 00 à 16 h 30
- ▲ Les femmes dans les milieux intellectuels : réflexions sur une exclusion occultée, Christophe Charle, Université Paris 1.  
Vendredi 4 avril 1997, 10 h 00 à 12 h 30
- ▲ Les femmes à l'Université Lyon 2 (1973-1996), Françoise Bayard, Université Lyon 2.  
Vendredi 4 avril 1997, 14 h 00 à 16 h 30
- ▲ Les femmes et les responsabilités administratives sous la Troisième République. Des inspections féminines à l'égalité profes-

sionnelle dans les administrations centrales, Linda Clark, Millersville University of Pennsylvania.

Vendredi 9 mai 1997, 14 h 00 à 16 h 30

- ▲ Le catholicisme au féminin, Claude Langlois, Ecole Pratique des Hautes Etudes.

Vendredi 16 mai 1997, 14 h 00 à 16 h 30

- ▲ Histoire des femmes et écriture de l'histoire. L'expérience espagnole, Isabel Morant, Université de Valencia.

Vendredi 6 juin 1997, 14 h 00 à 16 h 30

**Ces séminaires auront lieu à la Maison Rhône-Alpes des Sciences de l'homme — 14, avenue Berthelot 69007 Lyon — Salle n° 343 N.**

## *Université Paris 7 - Denis-Diderot*

### UFR GÉOGRAPHIE HISTOIRE & SCIENCES DE LA SOCIÉTÉ – GHSS

SÉMINAIRE PLURIDISCIPLINAIRE DU DEA « HISTOIRE ET CIVILISATIONS »,  
OPTION « SEXES ET SOCIÉTÉS », 1996-1997

**Le mercredi, de 17 h 00 à 19 h 00 — Salle n° 309 (couloir 24/34).**

#### *Femmes, histoires et sociétés : les femmes et le corps*

Régine Dhoquois et Gabrielle Houbre

- ▲ Introduction générale, Régine Dhoquois, Université Paris 7, droit et sociologie et Gabrielle Houbre, Université Paris 7, histoire.

Mercredi 30 octobre 1996

- ▲ Le corps des femmes : approche comparative France, Italie, Grande-Bretagne. Fin XIX<sup>e</sup>-début XX<sup>e</sup> siècle, Michela de Giorgio, Italie, histoire.

Mercredi 6 novembre 1996

- ▲ Approche comparée du corps des femmes dans la philosophie occidentale et dans la philosophie indienne, Rada Ivekovic, Université Paris 8, philosophie.

Mercredi 20 novembre 1996



- ▲ Danse avec les lois, Gilda Nicolau, Université Paris 7, droit et Mireille Feyzeau, chorégraphe.  
Mercredi 4 décembre 1996
- ▲ Le corps féminin dans le discours du MLF, Régine Dhoquois, Université Paris 7, droit et sociologie.  
Mercredi 11 décembre 1996
- ▲ Les luttes actuelles autour de l'IVG, Dr Joëlle Brunerie-Kaufmann.  
Mercredi 8 janvier 1997
- ▲ Corps, genre, classe. XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècle, Michelle Perrot, Université Paris 7, histoire.  
Mercredi 22 janvier 1997
- ▲ Le complexe des amazones : corps féminin et pratique équestre XIX<sup>e</sup>-première moitié XX<sup>e</sup> siècle, Gabrielle Houbre, Université Paris 7, histoire.  
Mercredi 26 février 1997
- ▲ Le lait empoisonné : représentations du corps féminin aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles, Agnès Fine, Université Toulouse-Le Mirail, histoire et anthropologie.  
Mercredi 12 mars 1997
- ▲ La maternité et le corps des femmes comme enjeu démocratique. France, première moitié du XX<sup>e</sup> siècle, Françoise Thébaud, Université Lyon 2, histoire.  
Mercredi 26 mars 1997
- ▲ Les femmes et le vieillissement en France au début du XX<sup>e</sup> siècle, Elise Feller, Paris, histoire.  
Mercredi 2 avril 1997
- ▲ George Sand est-elle féministe ? Nicole Mozet, Université Paris 7, littérature.  
Mercredi 23 avril 1997
- ▲ Présentation des travaux des étudiants. Bilan du séminaire, Régine Dhoquois et Gabrielle Houbre.  
Mercredi 30 avril 1997

## CEDREF

### Centre d'enseignement de documentation et de recherche pour les études féministes

DEA « SOCIÉTÉS OCCIDENTALES », OPTION « SEXES ET SOCIÉTÉS », PREMIER SEMESTRE 1996-1997

**Le lundi, de 18 h 00 20 h 00 — Tour 34, couloir 34-44, 3<sup>e</sup> tage, salle n<sup>o</sup> 313.**

#### *Approches féministes dans différents champs disciplinaires. Féminisme et universalisme*

- ▲ Féminisme, féminismes ? Pour un dialogue des deux côtés de l'océan, Eléni Varikas, Université Paris 8, sciences politiques.  
Lundi 25 novembre 1996
- ▲ Le féminisme en Inde, recherches et militantisme, Rama Melkote, Université d'Osmana, Inde, sciences politiques.  
Lundi 2 décembre 1996
- ▲ Unité et diversité des études féministes : le colloque international de Québec sur la recherche féministe dans la francophonie (sept. 1996), Monique Dental, Chargée de mission Etudes, recherche et statistiques, Service du droit des femmes et Dominique Fougeyrollas, CNRS, Université Paris-Dauphine, sociologie.  
Lundi 16 décembre 1996
- ▲ Droit individuel, droit collectif. Et les femmes ? Françoise Gaspard, EHESS, sociologie.  
Lundi 13 janvier 1997
- ▲ Minorité statistique, minorité sociologique : les homosexuel(le)s, Brigitte Lhomond, CNRS Lyon, sociologie.  
Lundi 27 janvier 1997
- ▲ Les femmes, passeuses de révolution, Marie-Claire Hoock-Demarle, Université Paris 7, langue et civilisation germanique.  
Lundi 3 février 1997
- ▲ N-i Ni : ni universalisme ni essentialisme, Françoise Collin, philosophe, directrice des Cahiers du GRIF.  
Lundi 24 février 1997

*Université Paris 8 – Vincennes-St-Denis*  
CENTRE D'ÉTUDES FÉMININES

*Programme premier semestre 1996-1997*

Responsable pédagogique du Centre : Hélène Cixous

Le programme d'enseignement en Etudes féminines de l'Université de Paris 8, fondé en 1974, a pour objectif principal d'étudier le statut de la différence sexuelle, ses représentations, ses modes d'inscription et ses effets dans nombre de pratiques culturelles. Interdisciplinaire, le programme d'enseignement et de recherche en Etudes féminines vise en particulier à analyser les discours tenus autour de la différence sexuelle, ou à partir de sa prise en compte, dans les champs de la pensée (littérature et philosophie) et dans les champs de savoirs contemporains touchant aux sciences humaines (histoire, sociologie, ethnologie, droit, sciences politiques, psychanalyse...).

Les Unités d'Enseignement proposées par le programme peuvent être prises dans le cadre des DEUG et de nombreuses licences à titre d'UE libres. Des maîtrises avec mention « Etudes féminines » sont également délivrées par plusieurs UFR.

Une permanence est assurée quotidiennement au secrétariat d'Etudes féminines, salle H 327. Tél. 01 49 40 68 13. S'adresser à Fatima Zénati.

Pour les relations internationales et l'accueil des chercheurs étrangers, s'adresser à : Marguerite Sandre. Tél. 01 45 81 56 19.

PLANNING :

- ▲ De la République à la République (1792-1875), Martine Riot-Sarcey, DEUG.  
Lundi, 11h 30 à 14 h 00
- ▲ Dialogues de sœurs, dialogues de sourdes, Claude Safir, Maîtrise-DEA.  
Lundi, 14 h 00 à 16 h 30

- ▲ Apprentissages de l'expression écrite, Martine Riot-Sarcey, DEUG.  
Lundi, 16 h 30 à 19 h 00
- ▲ Initiation à la problématique de la différence sexuelle, Nadia Setti, DEUG-Licence.  
Mardi, 11 h 30 à 14 h 00
- ▲ L'humour juif, Judith Stora et Mère-fille/mère-fils chez Morante et Pasolini, Nadia Setti, DEUG-Licence.  
Mardi, 14 h 00 à 16 h 30
- ▲ Lutttes de femmes, féminisme et mouvements sociaux en France (1944-1995), Josette Trat, Licence.  
Mardi, 16 h 30 à 19 h 00
- ▲ Historiographie et recherches en histoire des femmes, Yannick Ripa, Licence-Maîtrise.  
Mercredi, 11 h 30 à 14 h 00
- ▲ Les institutions de l'économie et du social, Martine Riot-Sarcey, Maîtrise-DEA.  
Mercredi, 14 h 00 à 18 h 00
- ▲ Pour une érotique du texte, Claire Joubert, Séminaire.  
Mercredi, 16 h 30 à 19 h 00
- ▲ Rapports femmes-hommes, approches théoriques, Josette Trat, DEUG.  
Jeudi, 11 h 30 à 14 h 00
- ▲ Femmes dans les mythes et les tragédies grecs, Nadia Setti, DEUG-Licence.  
Jeudi, 14 h 00 à 16 h 30
- ▲ Le théâtre du sujet, Nadia Setti, DEUG-LICENCE.  
Jeudi, 16 h 30 à 19 h 00
- ▲ Narratologie et lectures de la différence sexuelle, M. Calle-Gruber, Cours théorique.  
Vendredi, 9 h 30 à 11 h 30
- ▲ Inscription du désir dans les scènes de l'art, M. Calle-Gruber, Séminaire.  
Vendredi, 11 h 30 à 16 h 30

- ▲ Féminisme et écritures, Nadia Setti, DEUG-Licence.  
Vendredi, 14 h 00 à 16 h 30
- ▲ Les utopies aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles (France, Angleterre, Russie),  
Martine Riot-Sarcey et P. Régnier, Maîtrise-DEA.  
Vendredi, 17 h 30
- ▲ Zèles de famille, Hélène Cixous, Séminaire.  
Samedi, 9 h 30 à 15 h 30
- ▲ Démocratie et citoyenneté, F. Duroux, Y. Ripa, M. Riot-Sarcey,  
E. Varikas, M. Zancarini, Séminaire.  
Samedi, 10 h 00 à 12 h 30
- ▲ Questions à propos de Simone de Beauvoir, Françoise Duroux,  
Séminaire.  
Samedi, 12 h 30 à 14 h 00

## *Université de Rouen*

Deux cours s'ouvrent cette année :

### **UFR D HISTOIRE**

- ▲ Femmes entre vie publique et vie privée aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles,  
Anne-Marie Sohn, niveau maîtrise.

### **INSTITUT D ALLEMAND**

- ▲ Berlin 1918-1933 : les Berlinoises et leurs combats, Marianne  
Walle, niveau maîtrise.

## *Université Toulouse-Le Mirail*

### *Les études féministes*

Après l'attribution d'un premier poste en 1984 (UFR d'histoire), l'Université de Toulouse-Le Mirail est, depuis 1991, la seule en France à bénéficier d'un deuxième poste en Etudes féministes (UFR de sociologie). Autour d'eux et grâce aux activités de l'équipe interdisciplinaire de recherche universitaire SIMONE, nous sommes

en mesure de proposer un ensemble d'enseignements qui favorisent la prise en compte de la place et du statut des femmes dans les sociétés tant au niveau historique, social, économique que politique.

Les étudiantes et étudiants, intéressé-e-s par des démarches et des lectures transversales des champs scientifiques selon la problématique des « rapports sociaux de sexes », sont informé-e-s que des enseignements leur sont proposés dans différentes UFR et ceci au niveau des trois cycles universitaires. La possibilité existe donc d'organiser un parcours interdisciplinaire (modules ou options) à partir des questions innovantes soulevées par cette perspective.

NIVEAU D.E.U.G.

▲ **SOC 101 a - Introduction aux théories sociologiques**, responsable : Nicky Le Feuvre. Voir panneaux d'affichage dans l'UFR de sociologie.

Plusieurs cours de ce module sont consacrés à l'analyse des rapports sociaux de sexe.

▲ **ECO 214 a - Economie de la famille**, responsable : Jacqueline Martin.

Le mardi de 16 h 30 à 18 h 30, salle 660, dép. économie.

Etude des relations entre système économique et structures familiales (développement du salariat et division du travail entre hommes et femmes) aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles.

▲ **HIS 234 - Femmes, histoire, sociétés, culture I**, responsable : Djamila Amrane.

Le jeudi de 10 h 30 à 12 h 30, salle AR22, Arche.

Histoire du féminisme des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles.

▲ **SOC 202 c - Démographie**, responsables : M.-France Salles, Michèle Lalanne. Voir panneaux d'affichage dans l'UFR de sociologie.

Analyses statistiques de la population féminine (natalité, mortalité, taux d'activité professionnelle, immigration, etc.).

NIVEAU LICENCE

▲ **ANG 303 - Civilisation et linguistique**, responsables : Lee Audhuy et John Moore.

Le lundi et le vendredi de 10 h 30 à 12 h 30.

Le 1<sup>er</sup> semestre de ce module est consacré à l'étude de l'histoire des femmes aux USA ; le second aux groupes ethniques en Grande-Bretagne.

▲ **HIS 302 - Option 4 - Femmes, Histoire, Sociétés, Culture II**, responsable : Djamila Amrane.

Le mardi de 13 h 30 à 15 h 30, salle 204, UFR d'histoire.

Histoire des femmes - Citoyenneté et démocratie.

▲ **SOC 303 - Option " Sociologie des rapports sociaux de sexe "**, responsable : Daniel Welzer-Lang.

Le mercredi de 15 h 30 à 17 h 30, salle 627, UFR de sociologie.

Théories et analyses théoriques et empiriques des rapports sociaux de sexe dans divers champs du social (travail, famille, école, santé, sexualités).

NIVEAU MAITRISE

▲ **ANG 407 : Intertextualité féminine ou le texte féminin comme source de réflexion**, responsables : Delphine Chartier et Claude Le Fustec.

Le mardi de 10 h 30 à 12 h 30 (pour la salle, voir à l'UFR d'anglais dans le cadre du séminaire « Histoire des idées »).

Etude des textes de cinq romancières : Charlotte BRÖNTE, Jeanne RHIS, Jamaica KINCAID, Margareth MITCHELL et Toni MORRISSON.

▲ **SOC 401 - Séminaire " Sociologie des rapports sociaux de sexe "**, responsables : Nicky Le Feuvre, Annie Rieu, Daniel Welzer-Lang.

Le mardi de 8 h 30 à 10 h 30, salle AR 14 (Arche)

Approches sociologiques des catégories de sexe et de l'articulation production/reproduction (travail, emploi, famille, sexualités).

DANS LE CADRE DE LA MAÎTRISE D'HISTOIRE CONTEMPORAINE

▲ **Femmes, Histoire, Soci t s, Culture III**, responsable : Djamilia Amrane.

Concepts, méthodes et problématiques de la recherche féministe. Séminaires méthodologiques et théoriques, conférences avec intervenant-e-s extérieur-e-s et tutorat individuel.

NIVEAU 3<sup>e</sup> CYCLE

▲ **D.E.A. d histoire ou de sociologie**

Les étudiant-e-s qui envisagent de préparer une thèse de sociologie ou d'histoire peuvent s'inscrire en DEA auprès de certains membres de l'équipe SIMONE. Se renseigner auprès du secrétariat de l'équipe.

▲ **D.E.S.S. ' Politiques sociales et rapports sociaux de sexe ''**

Les étudiant-e-s titulaires d'une maîtrise en sciences humaines et sociales peuvent candidater au DESS « Politiques sociales et rapports sociaux de sexe ». Cette formation professionnelle, d'une durée de 12 mois, comporte un stage pratique d'une durée de 3 mois dans le domaine de l'action sociale et s'articule autour de 4 modules :

- Politiques sociales et rapports sociaux de sexe ;
- Insertion, travail, emploi ;
- Individuation et socialisation
- Espaces, habitat, logement.

CONFÉRENCES ET SÉMINAIRES 1996-1997

▲ **Cycle de conf rences ' Femmes et soci t s, hier et aujourd hui ''**

Université du Temps Libre, Forum des Cordeliers, 17 h 00-19 h 00.

- Les femmes dans la société française, Nicky Le Feuvre  
22 novembre 1996
- Les solidarités familiales en France, Monique Membrado  
29 novembre 1996
- Les femmes et la politique en milieu rural, Annie Rieu  
6 décembre 1996



- Les femmes algériennes dans la guerre, Djamila Amrane  
13 décembre 1996
- Travail, femmes et familles, Jacqueline Martin  
10 janvier 1997

▲ **Cycle de conférences ' Femmes, histoire, sociétés, cultures III '**

Salle du Sénéchal, 17 rue de Rémusat, mercredi 18 h 00-20 h 00  
Responsable : Djamila Amrane

- Le mouvement féministe à la Belle Epoque, Florence Rochefort, historienne.  
4 décembre 1996
- Femmes et politiques familiales : perspectives historiques et débats, Jacqueline Martin, économiste.  
15 janvier 1997
- Femmes et sciences, Michèle Ferrand, sociologue.  
12 février 1997
- Femmes et transmission des biens dans la cité grecque, Claudine Leduc, historienne.  
5 mars 1997
- Questions de genre dans les processus migratoires, Annette Goldberg, sociologue.  
2 avril 1997
- Le mouvement féministe entre 1914 et 1940, Christine Bard, historienne.  
7 mai 1997
- Le mouvement féministe entre 1945 et 1970, Sylvie Chaperon, historienne.  
21 mai 1997

▲ **Séminaire IED ' Le genre : de la catégorisation des sexes '**

Pour l'année universitaire 1996-1997, l'équipe participe à l'organisation d'un séminaire transversal de l'Institut d'études doctorales sur le thème : « Le genre : de la catégorisation des sexes ».

Trois séminaires sont prévus :

- Familles, rapports sociaux de sexe et genre  
24 janvier 1997
- Santé, sexualité et genre  
14 février 1997
- Espaces, territoires et genre  
14 mars 1997

## INSCRIPTIONS ET INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

Les inscriptions ont lieu en début d'année dans les UFR indiquées par le code de chaque module. Pour plus de renseignements sur le contenu des enseignements présentés ci-dessus, n'hésitez pas à prendre contact avec le secrétariat de l'équipe SIMONE (Maison de la Recherche, bureau A 414). Tél. 05 61 50 43 94. (14 h à 17 h, du lundi au vendredi).

L'équipe SIMONE organise des échanges ERASMUS pour les étudiants et étudiantes de maîtrise/DEA. Les séjours d'étude (d'une durée de 3 à 6 mois) ont lieu avec nos partenaires dans les établissements universitaires de BRADFORD (Royaume-Uni), GRENADE (Espagne), BERGEN (Norvège) et HELSINKI (Finlande).

CONTACT : UNIVERSITE DE TOULOUSE-LE MIRAIL. Responsable : Equipe SIMONE.

Secrétariat : Centre de documentation SIMONE – Maison de la Recherche – bureau A 414, 14 h à 17 h) – Tél. (33) 05 61 50 43 94 – Fax : (33) 05 61 50 37 08 – E-mail : simone@cict.fr.

## SÉMINAIRE TRANSVERSAL DE L'IED 1996-1997

### *Le genre : de la catégorisation des sexes*

Appel à participation

En 1996-1997, le séminaire de maîtrise sera articulé avec le séminaire transversal de l'Institut d'études doctorales « Le genre : de la catégorisation des sexes » organisé autour de trois journées d'études thématiques :

▲ **Journée conjointe avec le séminaire "Familles" sur le thème "Familles, rapports sociaux de sexe et genre"**, responsables : Agnès Fine (histoire) et Nicky Le Feuvre (équipe Simone).  
Vendredi 24 janvier 1997 (salle AR 22)

▲ **Santé, sexualité et genre**, responsables : Monique Membrado (CIEU) et Daniel Welzer-Lang (équipe Simone).  
Vendredi 14 février 1997 (salle AR 22)

▲ **Espaces, territoires et genre**, responsables : Laure Ortiz (CIEU) et Annie Rieu (CERTOP).  
Vendredi 14 mars 1997 (salle AR 22)

Nous souhaitons, pour chaque journée (9 h 00-17 h 00), réunir des chercheurs de l'UTM et d'ailleurs autour de la question de la pertinence (ou non) d'une approche sexuée des objets de recherche situés dans les champs thématiques proposés. N'hésitez pas à prendre contact dès maintenant avec les responsables de séance (transmettre titre + résumé de votre proposition de communication).

#### SÉMINAIRE DE MAÎTRISE DE SOCIOLOGIE

##### *Sociologie des rapports sociaux de sexe*

Direction : Michèle Lalanne, Nicky Le Feuvre, Annie Rieu, Daniel Welzer-Lang.

Le séminaire a lieu le mardi matin, de 8 h 30 à 10 h 30 (AR 14)

Le séminaire s'inscrit dans la filière « Rapports sociaux entre les sexes », développée à l'UTM depuis 10 ans (options en sociologie, économie et histoire, séminaire interdisciplinaire de maîtrise/DEA, séminaire transversal de l'IED « Le genre : de la catégorisation des sexes », DESS « Politiques sociales et rapports sociaux de sexe »). Il s'adresse aux étudiant-e-s de sociologie dont le sujet de maîtrise comporte une problématisation et une conceptualisation de la production et de la reproduction sociale des catégories de sexe et/ou de genre, quel que soit l'objet de recherche par rapport auquel cette problématique s'opérationnalise. Le séminaire est organisé autour des différentes tentatives de théorisation du genre (le sexe social)

dans un contexte de bouleversement des pratiques et des représentations sexuées les plus « traditionnelles ». En effet, tant en sociologie que dans l'ensemble des sciences sociales, les questions liées à l'appartenance de genre, aux rapports entre sexe et genre, produisent de multiples interrogations, tant théoriques que méthodologiques, qui sont porteuses de recherches innovantes, s'inscrivant dans une multitude de champs empiriques et/ou thématiques. En liaison avec d'autres universités étrangères, la filière « Rapports sociaux de sexe » de l'UTM, organisée autour de l'équipe Simone (conceptualisation et communication de la recherche/ femmes), constitue un pôle d'excellence à partir duquel sont menées différentes recherches interdisciplinaires et transfrontalières.

Les enseignant-e-s de ce séminaire sont disposé-e-s à encadrer des projets de maîtrise faisant autant appel à des approches méthodologiques qualitatives que quantitatives. Dans un souci de cohérence, ils/elles se réservent néanmoins la possibilité de n'encadrer que des mémoires de maîtrise qui sont en adéquation avec leurs propres terrains d'investigation. Les thèmes du séminaire seront précisés en fonction des sujets de maîtrise encadrés, mais s'articuleront autour des thématiques suivantes :

**Mich le Lalanne**, maître de conférences en sociologie, (bureau 1664), spécialiste en sociologie de la famille et des transferts technologiques. Sujets de maîtrise : autour de la reproduction/transformation des structures familiales, la conception et l'utilisation des technologies domestiques

**Nicky Le Feuvre**, maître de conférences en sociologie (bureau A414, Maison de la recherche), spécialiste en sociologie de l'emploi et des rapports sociaux entre les sexes. Sujets de maîtrise : autour des questions de la féminisation/ virilisation du marché de l'emploi et des groupes professionnels, la construction sociale des identités sexuées, la dimension sexuée des politiques publiques d'insertion, la division sexuelle du travail et de l'emploi dans une perspective comparative.

**Annie Rieu**, chargée de recherche au CNRS (CERTOP, Maison de la recherche), spécialiste en sociologie du monde rural et des

rapports sociaux entre les sexes. Sujets de maîtrise : autour de la division sexuelle du travail en milieu rural, de l'évaluation des politiques publiques d'insertion en milieu rural et urbain (RMI, etc.), femmes et politique, femmes élues en milieu rural (rapports au pouvoir et administration communale).

**Daniel Welzer-Lang**, maître de conférences en sociologie (bureau 1650), spécialiste en sociologie et anthropologie des rapports sociaux de sexe et de la sexualité. Sujets de maîtrise : autour des questions touchant à la construction sociale de la masculinité, les sexualités et les identités de genre, les politiques publiques en matière de prévention santé (SIDA, etc.), sexualité et prostitution.

En dehors des cours (26 heures), des séances régulières de tutorat individuel seront assurées entre l'étudiant-e et son directrice/directeur de mémoire. Toute réunion de travail devra être précédée par la remise d'un court texte présentant l'état d'avancement de la recherche.

Les étudiant-e-s qui s'inscrivent dans ce séminaire peuvent bénéficier des échanges ERASMUS mis en place par l'équipe SIMONE et ainsi passer de 3 à 6 mois de leur année de maîtrise dans un de nos établissements partenaires en Europe : l'Université de Grenade (Espagne), l'Université de Bradford (Angleterre), l'Université de Helsinki (Finlande), l'Université de Bergen (Norvège). Se renseigner auprès de Nicky Le Feuvre (bureau A414, Maison de la recherche).

#### CALENDRIER 1996-1997

Direction : Michèle Lalanne (ML), Nicky Le Feuvre (NLF), Annie Rieu (AR), Daniel Welzer-Lang (DWL)

- ▲ Introduction au séminaire. Tour de table des sujets de mémoire proposés (NLF, DWL, AR)  
Mardi 5 novembre, 8 h 30-10 h 30 (salle AR14)
- ▲ La définition d'un objet de recherche, la construction d'une problématique théorique (DWL)  
Mardi 12 novembre, 8 h 30-10 h 30 (salle AR14)

- ▲ La mise en adéquation d'une problématique théorique et d'une approche méthodologique (ML)  
Mardi 19 novembre, 8 h 30-10 h 30 (salle AR14)
- ▲ La gestion du travail de terrain : de la question de départ aux questions de faisabilité (AR)  
Mardi 26 novembre, 8 h 30-10 h 30 (salle AR14)
- ▲ L'évolution des problématiques théoriques en sociologie du genre I (NLF, DWL)  
Mardi 3 décembre, 8 h 30-10 h 30 (salle AR14)
- ▲ L'évolution des problématiques théoriques en sociologie du genre II (NLF, DWL)  
Mardi 10 décembre, 8 h 30-10 h 30 (salle AR14)
- ▲ L'évolution des problématiques théoriques en sociologie de la famille I (ML)  
Mardi 17 décembre, 8 h 30-10 h 30 (salle AR14)

Remise d'un premier travail écrit (4 à 5 pages). Définition de l'objet de recherche, ébauche de problématique, orientations méthodologiques.

- ▲ La mise en œuvre d'une problématique théorique en termes de genre (AR)  
Mardi 14 janvier 1997, 8 h 30-10 h 30 (salle AR14)
- ▲ **Conférence IED : Familles, rapports sociaux de sexe et genre**  
**Vendredi 24 janvier 1997, 9 h 00-17 h 00, (salle AR22, Arche)**
- ▲ Tour de table de l'état d'avancement des travaux de recherche (NLF, DWL, AR)  
Mardi 28 janvier 1997, 8 h 30-10 h 30 (salle AR14)
- ▲ L'évolution des problématiques théoriques en sociologie de la famille II (ML)  
Mardi 4 février 1997, 8 h 30-10 h 30 (salle AR14)
- ▲ **Conférence IED : Santé, sexualité et genre**  
**Vendredi 14 février 1997, 9 h 00-17 h 00 (salle AR22, Arche)**

- ▲ La mise en œuvre d'une problématique théorique en termes de genre (DWL)  
Mardi 18 février 1997, 8 h 30-10 h 30 (salle AR14)
- ▲ La rédaction d'un mémoire de maîtrise : quelques indications pratiques (NLF)  
Mardi 4 mars 1997, 8 h 30-10 h 30 (salle AR14)
- ▲ **Conférence IED "Espaces, Territoires et Genre"**  
**Vendredi 14 mars 1997, 9 h 00-17 h 00 (salle AR22, Arche)**
- ▲ Bilan et synthèse du séminaire (NLF, DWL, AR)  
Mardi 18 mars 1997, 8 h 30-10 h 30 (salle AR14)
- ▲ **Conférence IED "Familles"**  
**Vendredi 21 mars 1997, 9 h 00-17 h 00 (salle AR22, Arche)**

Proposition de répartition des heures du séminaire (40 heures ETD) (sur la base des interventions en séminaire et des mémoires encadrés sur ce thème en 1995-1996) :

Michèle Lalanne = 6 heures      Nicky Le Feuvre = 12 heures  
Daniel Welzer-Lang = 12 heures      Annie Rieu = 10 heures

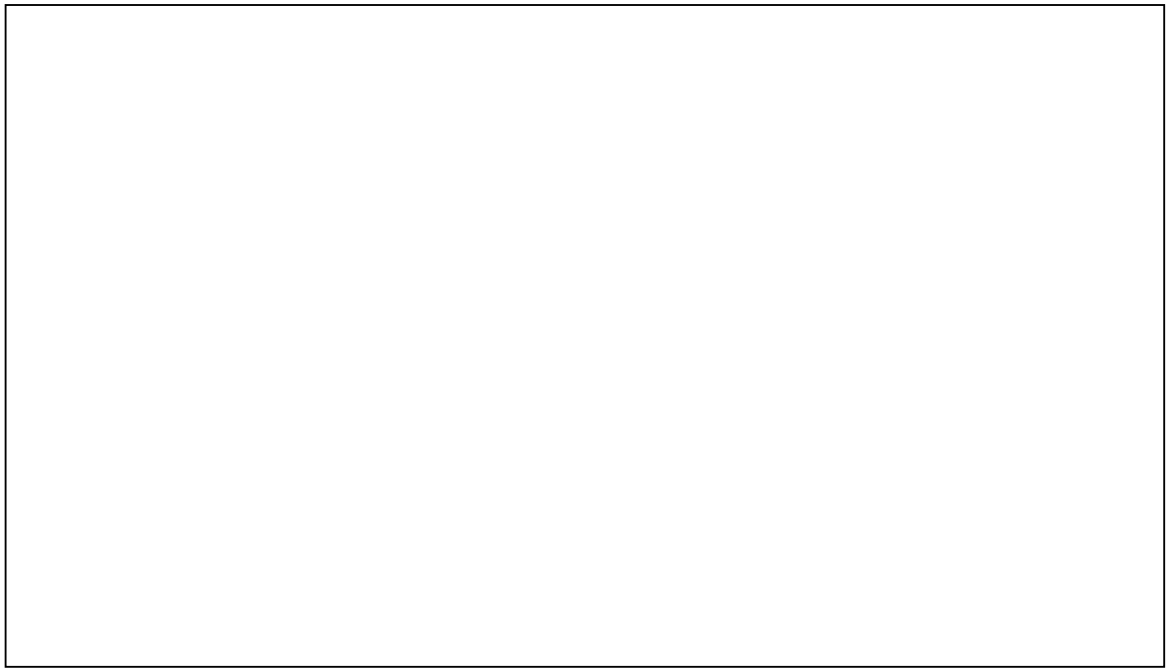


Photo Nicole Décuré

Nicky Le Feuvre, Paris, juin 1995.





# Soutenances

*Jacqueline Martin,*

THÈSE, 23 septembre 1996

***Activité féminine, taille des familles et politique familiale,  
1892-1992***

INTRODUCTION GÉNÉRALE

CHAPITRE PRÉLIMINAIRE : Des grandes aux petites familles, 1892-1992

**PREMIÈRE PARTIE : Le paradigme activité / fécondité . ' Etre mère ou active ' "**

CHAPITRE I : La construction d'un paradigme activité contre fécondité

CHAPITRE II : L'aide aux familles : la natalité contre l'activité

**DEUXIÈME PARTIE : Activité des mères et prestations familiales selon la taille des familles. ' Etre mère et active ' "**

CHAPITRE I : De l'activité féminine à l'activité des femmes mariées : les grandes tendances depuis le début du siècle

CHAPITRE II : Du Code de la famille à la montée de l'activité professionnelle des mères, 1939-1992

CONCLUSION GÉNÉRALE

ANNEXES ET BIBLIOGRAPHIE

*Séverine Roméro*

MÉMOIRE DE FIN D'ÉTUDES IEP, Lyon 2

***La préparation de la IV<sup>e</sup> Conférence mondiale sur les femmes, en France et au Royaume-Uni***

Comme toutes les conférences de ce genre, la quatrième mondiale sur les femmes, « Égalité, développement et paix », s'est déroulée en deux temps : une conférence officielle et un forum des ONG. Le thème de ce dernier était « Voir le monde au travers des yeux de femmes », c'est en quelque sorte ce que fait ce travail en étudiant les pratiques et les perceptions du mouvement associatif féminin en France et au Royaume-Uni dans le contexte de la préparation de cet événement, entre le moment où les Nations Unies ont décidé de la tenue de la conférence et son début.

Dans quelle mesure les préparations ont-elles été différentes et quelles conséquences cela a-t-il pu avoir sur les perceptions et les pratiques du mouvement associatif féminin ?

La logique des acteurs et les systèmes d'action sont examinés avant l'analyse des perceptions et des comportements induits des associations. Pour ce faire, nous avons mené des entretiens, complétés par l'étude de documents.

Il s'agissait de montrer le rôle que pourraient jouer les associations au sein du système décisionnel tant au niveau national que mondial.

En consultation au : CLEF – bât. K – Université de Lyon 2 – Tél. 04 78 77 24 84 – Fax 04 78 74 22 17.

**je suis  
un être  
humaine**

COLLECTIF NATIONAL  
POUR LES DROITS DES  
FEMMES



## *Collectif national pour les droits des femmes*

Voici bientôt un an qu'a été décidée, à la suite de la manifestation du 25 novembre 95, la tenue en mars 97 d'Assises nationales pour les droits des femmes. Le Collectif national qui en a pris la responsabilité est composé d'associations, syndicats, organisations et collectifs, qui s'étaient rencontrés pour organiser cette manifestation. Au fur et à mesure que l'initiative prend tournure, de plus en plus de groupes s'y rallient (sans toujours y investir autant d'énergie que nécessaire). Le bulletin de l'été dernier présentait une liste de 46 groupes, il y en a aujourd'hui 105 plus 32 collectifs unitaires.

Trois rencontres nationales ont eu lieu : les 23 et 24 mars, 29 et 30 juin, 5 et 6 octobre, qui ont permis de constater l'avancement du travail, d'établir des liens entre les collectifs de province, les commissions et le secrétariat qui prépare ces réunions et met en œuvre ses décisions. Le prochain week-end de préparation aura lieu les 1<sup>er</sup> et 2 février.

Il est difficile de donner une information rapide sur l'avancement du travail. Le compte rendu de la dernière rencontre nationale, avec les rapport des sept commissions, comporte douze pages.

**La date et le lieu des Assises ont t fix s : 15 et 16 mars, salle SLC la Plaine-Saint-Denis.**

Des Assises régionales vont être organisées : à Rouen le 30 novembre, à Lille, à Toulouse et à Bordeaux en janvier, à Marseille (date à fixer), à Clermont-Ferrand...

## COMPTE RENDU DES COMMISSIONS

(Sept fonctionnent à Paris, les collectifs de province regroupent souvent plusieurs des thèmes) :

### Commission « Femmes et vie publique »

Après deux réunions consacrées à un débat sur la parité (constitution d'un ensemble de documents et argumentaire), la commission s'est donné pour objectif de connaître en détail la place des femmes dans les différentes organisations parties prenantes de la préparation des assises. Existence et rôle des commissions-femmes, obstacles à la participation des femmes et moyens proposés pour l'améliorer (quotas, pourcentages, gestion du temps de parole, observatoire...). Un questionnaire est en cours d'élaboration pour recenser les initiatives et formuler des revendications.

### Commission « Droit au travail »

Les différents collectifs de province travaillent sur ce thème, avec des particularités locales, et souvent en liaison avec le thème « Pauvreté-précarité ». A côté de débats et de réflexions autour des termes, des réunions publiques sont organisées, faisant appel à des spécialistes (chercheuses, inspecteur ou médecin du travail...). A Marseille autour du « temps scolaire », du « harcèlement sexuel » ; à Paris sur « Système scolaire et choix des filières » (avec Michèle Ferrand le 15 octobre), sur « Déstructuration de l'emploi stable » (avec Margaret Maruani et une inspectrice-médecin du travail le 19 novembre). Le 10 décembre sur « Discriminations sexistes, salaires, embauches, promotions » avec notamment Rachel Silvera (à 18 h à l'UFF, 25 rue du Charollais, 75011 Paris).

### Commission « Violences »

L'état de la question était largement préparé par le travail du Collectif féministe contre le viol et de la Fédération solidarité-femmes. Les différents types de violences ont été étudiés : le viol, les violences conjugales, le harcèlement sexuel (évaluation quantitative, point de vue juridique, conséquences sur les femmes). Les points sensibles ont été discutés (la violence à l'égard des femmes dans les rapports sociaux de sexe, le traitement des violeurs et violeuses, l'emploi du terme « pédophile »). Des propositions ont été faites, notamment à propos du droit d'asile pour les femmes menacées par les violences « culturelles » ou « traditionnelles ».

### Commission « Pauvreté-précarité »

A la suite de son soutien à la lutte des femmes du foyer Crimée (Paris 19<sup>e</sup>), le groupe a décidé d'établir un questionnaire afin de repérer les situations de grande exclusion et de faire émerger des revendications. Il va étudier de près le projet de loi sur la cohésion sociale. Il insiste sur la nécessité de « faire des ponts » entre les différentes commissions, notamment avec travail, citoyenneté, violence et prostitution. Les Assises doivent être un temps fort pour marquer les revendications des femmes dans le mouvement social.

### Commission « International »

Elle travaille sur les conventions internationales, les intégrismes religieux, l'intégrisme économique (absence totale de remise en question de la mondialisation dans les conférences internationales), sur démocratie internationale / ingérence / droits des femmes.

### Commission « Elles choisissent »

Travail en cours sur les avancées médicales en matière d'IVG et de contraception, sur l'épidémiologie de la dysplasie et du cancer du sein (elle veut lancer une pétition pour le retour de la prise en charge Sécu des frottis annuels et de la mammographie), sur

l'état de remboursement des pilules contraceptives ; analyse des lois bioéthiques du 29-7-94. Il faut montrer les contradictions de la loi sur l'IVG (délais, l'IVG n'est pas un droit mais une exception à une interdiction), reprendre la plate-forme des Etats généraux pour le droit à l'avortement et à la contraception de janvier 92 (co-signé ANCIC-CADAC-MFPF) pour d'ouvrir le débat sur ce qui ne fait pas consensus.

### Commission « Citoyenneté, laïcité, ordre moral »

Cette commission connaît des difficultés de fonctionnement, difficultés à définir les termes et crainte de s'enfermer dans un débat théorique de clarification de ceux-ci. Un texte (présenté par Ras l'Front) a servi de base de discussion.

### Commission « Familles »

Non prévue au départ, celle-ci a été constituée pour se situer par rapport à la « Conférence nationale sur la famille », qui a lieu pour préparer la prochaine loi sur la famille. Il semble difficile d'être invité à participer à cette conférence (associations familiales, triées sur le volet, rapporteurs nommés par le gouvernement) mais possible d'y être auditionné. On peut s'inquiéter de ce qui s'y dessine : la famille comme personne morale, au mépris des droits des femmes et de l'individu.

D'ores et déjà, le travail de préparation des Assises nationales, que ce soit dans le cadre des commissions, des collectifs unitaires de villes ou de régions, ou dans le cadre du collectif national et du secrétariat, permet la confrontation, le débat, la collaboration entre des groupes, associations, syndicats jusqu'alors séparés sinon opposés. Que ceux-ci se rencontrent autour de la question des droits des femmes est une réussite, car il est plus difficile de travailler ensemble sur une longue période que de juxtaposer sa protestation dans une manifestation commune.

La participation des chercheuses, notamment des adhérentes de l'ANEF, qui est vivement souhaitée par les divers collectifs et commissions, ne semble pas être à la mesure des enjeux (j'ai

compté 4 ou 5 membres de l'ANEF au dernier week-end, ce qui est tout de même un progrès par rapport aux 2 ou 3 des précédents). La préparation des Assises est pourtant une occasion à ne pas rater de sortir des cercles trop restreints où nous nous retrouvons et de donner à notre travail un peu plus de poids.

Françoise PICQ

## *Appel du secrétariat du Collectif national pour les droits des femmes*

Vous recevez régulièrement le courrier du Collectif national pour les droits des femmes. Après la grande manifestation nationale du 25 novembre 1995 en défense des droits des femmes, un collectif national s'est mis en place afin d'organiser les Assises pour les droits des femmes, assises qui se tiendront dans diverses régions au cours de la fin 1996 et en mars 1997 à Paris au plan national.

Bien évidemment, pour assurer la réussite de ces initiatives nous pensons que l'envoi régulier d'informations est indispensable mais nous n'avons aucune manne généreuse qui nous permette d'envoyer ce courrier sans faire un appel financier à tous nos partenaires. Vous avez reçu récemment la proposition de budget prévisionnel pour l'organisation des Assises et vous pouvez juger qu'il faut que chacune et chacun fasse un effort important pour que nous puissions arriver à tenir notre pari tant du point de vue de la participation que du point de vue financier.

Aussi nous souhaitons que diverses structures puissent proposer de mettre à disposition des personnes susceptibles d'assurer le secrétariat de cette préparation.

Et nous sollicitons chaque destinataire pour qu'il-qu'elle apporte une contribution financière pour l'envoi de ce dernier :

- pour les organisations, les associations et les collectifs, qui contribueront financièrement à l'organisation des Assises (un appel est

lancé pour l'instant, pour un premier versement égal à la moitié du montant qui avait été demandé pour la manifestation du 25 nov.), le courrier sera envoyé à deux adresses maximum par structure. (Nota : l'ANEF est associée à la préparation des Assises) ;

- mais on peut aussi souscrire à un abonnement en tant qu'individu-e ou en tant que structure si on souhaite un nombre de destinataires supérieur à deux :

minimum : 100 F.

Hélène HERNANDEZ

Nous vous remercions de donner suite à ce courrier et renvoyer de manière lisible vos nom, adresse, etc., à l'adresse ci-jointe : COLLECTIF NATIONAL POUR LES DROITS DES FEMMES – CADAC – 21ter, rue Voltaire 75011 Paris – Tél.-Fax : 01 43 56 36 48.

## *AIDHF*

ASSOCIATION INTERNATIONALE DES DROITS HUMAINS DES FEMMES

### *Les femmes, la voix des opprimés*

Publication du compte rendu du rassemblement organisé le 21 juin 1996 à Londres par l'AIDHF sur le thème « Les femmes, la voix des opprimés ». Ce rapport est le fruit de la collaboration d'une centaine de femmes.

CONTACT : AIDHF – 23, rue de Départ – BP 37 – 75014 Paris.  
Tél. (331) 40 64 74 22 – Fax (331) 43 20 20 31.

## *A tire d'elles*

ASSOCIATION DE FEMMES FÉMINISTES POUR L'EXPRESSION DES FEMMES, LA PROMOTION DE LEURS ACTIVITÉS ET DE LEURS ACTIONS

**Nos activités** : randonnées, week-ends sopho-percussions, bistrotte, bibliothèque, wendo, fêtes de femmes, expos photos, projections vidéos, divers ateliers.



**Nos actions** : Lesbian-Gay Pride, Infos sida, 8 mars journée internationale des femmes, prises de position face à des faits de société, Collectif libre avortement contraception (CLAC), débats.

Permanence : le 2<sup>e</sup> mardi du mois, de 18 h à 19 h 30 sauf vacances scolaires et jours fériés, le mardi suivant : MAISON DE QUARTIER DE VILLEJEAN – 2, rue de Bourgogne – Rennes.  
Répondeur : 02 99 54 48 06.

## AVFT

ASSOCIATION EUROPÉENNE CONTRE LES VIOLENCES FAITES  
AUX FEMMES AU TRAVAIL

Comme vous l'avez certainement appris – et avec la même joie que nous – Véronique AKOBE a été graciée le 3 juillet 1996 et autorisée à demeurer provisoirement (3 mois) sur le territoire français. Cette décision présidentielle tant attendue est le résultat d'une longue et intense campagne dans laquelle vous vous êtes engagés en votre nom propre et parfois au nom d'un collectif.

Votre soutien et votre démarche à nos côtés ont été pour nous la source d'un encouragement formidable, et pour Véronique Akobé, bien sûr, un réconfort puissant après tant d'années passées dans l'oubli de la prison de Rennes. Elle sait que c'est à la mobilisation de tant de personnes solidaires qu'elle doit aujourd'hui d'être libre. En son nom, nous vous exprimons notre profonde gratitude.

L'ensemble des signatures recueillies et parvenues à l'AVFT s'élève environ à 45 000 environ. Plus de 170 associations, syndicats, partis et organes de presse ont apporté leur appui. Ce mouvement a été largement relayé à l'étranger : il faut mentionner, parmi d'autres, le soutien des associations philippines qui avaient lancé la campagne pour sauver Sarah Balabagan, celui aussi de la Confédération internationale des syndicats libres, de l'Association internationale des juristes démocrates, et de dizaines d'autres groupes et réseaux en Europe, en Afrique, en Asie et en Amérique,

que nous ne pouvons malheureusement pas tous citer ici. En Côte d'Ivoire, pays de Véronique Akobé, près de 45 000 signatures ont également été collectées par le Comité ivoirien de soutien.

Votre soutien financier, qui se monte à environ 70 000 F, a été décisif. Il a permis de financer les frais de la campagne et de remettre à Véronique Akobé la somme de 15 000 F.

CONTACT : AVFT – 71, rue Saint-Jacques 75005 Paris – Tél. 01 45 84 24 24 – Fax 01 45 83 43 93.

## *The Feminist Archive, Bradford*

A COLLECTION OF GRASS-ROOTS MATERIAL FROM  
THE WOMEN'S LIBERATION MOVEMENT

The Feminist Archive is a collection of grass-roots material from the Women's Liberation Movement based in Bristol and Bradford. The collection was established in 1978 in the south west of England. It's purpose is to collect and preserve the history of women's organising and activism, and make this material available to women today. The Archive is used regularly by women's studies students, women academics and activists and is accessible only to women.

The Feminist Archive houses a wide variety of materials from over a dozen countries. It includes journals, books, newsletters, pamphlets, conference papers and reports, posters, badges, newspapers, catalogues, bibliographies and audio-visual materials. The focus of the Bradford collection is on material produced between 1969-1979 and while we have an extensive collection of newsletters, pamphlets and conference papers from this period we also have significant gaps in our collection. We are particularly keen to trace copies of *Shrew*, the London Women's Liberation Newsletter and papers from WLM conferences of the seventies. However, all material is gratefully received.

The Feminist Archive, Bradford is currently involved in an oral history project recording the involvement of women in the

Women's Liberation Movement. The project focuses on women active during the 1970s and before, in Bradford and Leeds, West Yorkshire. Its aim is to record the history of the movement in the words of the women who were active at the time and to raise awareness about the Archives. This project is now entering its second year and we hope that publications will be forthcoming.

The Feminist Archive needs the support and participation of women to survive. If you have any material from the early days of the Women's Liberation Movement in Britain we would like to hear from you. We are also interested in contemporary material, particularly newsletters which may not be held anywhere else. Are you a member of a women's organisation ? Would you like your material/minutes to be kept in our Archive ?

Our funds are very limited but demands on the funds are not ! Binding of full collections and the preservation of ephemeral material, and the purchasing of much needed archive storage units all costs money ! We are therefore setting up a Friends of the Feminist Archive Scheme. For an annual subscription of £10 (£5 unwaged) you can support the Feminist Archive by becoming a Friend. In return we will send you a copy of our quarterly newsletter along with regular updates on Archive activities and related events.

ADDRESS : The Feminist Archive – 21 Claremont, Bradford, West Yorkshire, BD7 1DP – Tel. 01274 733466 (ext. 3525) – Fax 01274 385370.

## *Femmes sous lois musulmanes*

*Dossier 9/10, juin 1996*

- **Nigeria** : Généralisation de l'enfermement des femmes en pays Haoussa, le nord du Nigéria
- **France** : Racisme et femmes immigrées
- **Intégrisme** : Refuser les ordres sacrés.

Lavons notre linge sale : les femmes contre les intégrismes, un an après

L'intégrisme : un phénomène universel

L'intégrisme néo-islamique

- **Femmes et art :**

Les revues féminines en langue urdu au début du XX<sup>e</sup> siècle.

Créativité et critique : une interview de Jeelani Bano.

Non-conformiste en art et par l'esprit : une interview de Salima Hashmi.

- **Palestine :** Les femmes, le hijab et l'Intifada

- **La guerre du Golfe :** Les femmes et les enfants : lecture féministe de la crise du Golfe persique

- **Iran :** La lutte des Iraniennes continue

- **Index de ressources :** Organisations-projets, livres, vidéos et audio-visuels

### Dossier 11/12/13

- **Femmes et lois dans le monde musulman :**

Des lois, des coutumes et des stéréotypes.

Les femmes dans les lois de statut personnel : un symbole privilégié de l'identité islamique.

Ségrégation mondiale.

- **Fondamentalisme :** Femmes et fondamentalisme

- **Algérie :** Association indépendante pour le triomphe des droits des femmes

- **Palestine :**

Vie des femmes palestiniennes.

Déclaration d'« Al-Fanar », organisation féministe palestinienne.

A propos du fondamentalisme dans notre pays.

- **Soudan :**

Le statut des Soudanaises menacé par le régime fondamentaliste.

Politique d'inscription sexiste au Soudan.

Les Soudanaises face aux défis.

- **Iran :**

Discours religieux des femmes en Iran au quotidien : Le cas du « Roseh-Zananah » dans la ville de Shiraz.

Imposition du voile en Iran.

Pourquoi le fondamentalisme ? Les Iraniennes et leur soutien à l'Islam.

Des origines du féminisme au début du XX<sup>e</sup> siècle en Iran.

### Editions spéciales

Femmes, lois, initiatives dans le monde musulman

Débats tirés de la réunion internationale : Sur le chemin de Beijing : Femmes, loi et statut dans le monde musulman, du 11 au 15 décembre 1994, à Lahore, au Pakistan. (Juin 1996).

Cent mesures et dispositions pour une codification maghrébine égalitaire du statut personnel et du droit de la famille

Document élaboré par le Collectif 95 Maghreb Egalité, juin 1996.

Sous contrôles ou autonomes : le concept d'identité dans l'expérience du réseau Femmes sous lois musulmanes

De Farida Shaheed, Document n° 5

## APPEL ACTION URGENTE

SOLIDARITÉ EGYPTE, PALESTINE, PHILIPPINES,  
SÉNÉGAL, AFGHANISTAN

Un appel a été lancé pour demander au gouvernement égyptien de prendre des mesures appropriées pour annuler la décision de divorce forcé légalisé par la Cour de Cassation égyptienne du Professeur Nasr Hamid Abu Zayd d'avec sa femme, la Professeur Ibtihal Yunis, et obliger les décisions des tribunaux à rester en accord avec les lois internationales pour les droits humains.

CONTACT : FEMMES SOUS LOIS MUSULMANES – BP 23 –  
34790 Grabels (Montpellier) – France.

## WISE

## RÉSEAU EUROPÉEN DES ÉTUDES FÉMINISTES

En octobre 1996, WISE a obtenu de nouveaux financements importants de Bruxelles. Ceux-ci permettront l'embauche d'une nouvelle employée à temps partiel au secrétariat d'Utrecht, et la réalisation de plusieurs projets : amélioration du bulletin avec la possibilité de dédommager les responsables qui ont travaillé bénévolement jusqu'ici ; mise en place de communications électroniques ; et mise à jour de notre guide sur les études féministes en Europe. Plus significatif, ce financement représente une reconnaissance importante de la part de l'Union Européenne car très peu de projets ont été financés.

Les divisions thématiques de WISE sont en train d'être revigorées. Par exemple, la division Etudes lesbiennes anime son forum électronique, wild-list (voir Bulletin de l'ANEF n° 19, p. 74). Elle a tenu une école d'été dans le sud de la France en juillet dernier. Elle prévoit la publication d'un almanach sur les études lesbiennes en Europe. La division sur le racisme et les politiques d'immigration a deux nouveaux responsables, et elle lance une collaboration avec Forward, Foundation for African Women's Health, Research and Development.

Après les frayeurs causées par la disparition de la mention des études féministes dans un des programmes de l'Union Européenne, WISE consacre des efforts considérables depuis l'automne 1995 pour faire inscrire les études féministes dans le cinquième Plan d'action de l'Union Européenne pour la recherche et le développement technologique. Des lettres ont été envoyées et une proposition a été élaborée. L'approbation du Conseil des ministres des pays nordiques est déjà acquise, et les efforts s'intensifient d'ici l'ouverture des discussions en 1997 (voir lettre ci-dessous).

WISE a été à l'initiative, avec l'association américaine, de la préparation de WOWS, Worldwide Organization of Women's Studies, un réseau international d'associations d'études féministes.

Les premières réunions se sont tenues à Pékin (voir Bulletin de l'ANEF n° 19, pp. 22-24), et une deuxième série de rencontres à Adelaide en Australie, en avril 1996, lors du 6<sup>e</sup> congrès international, interdisciplinaire, «Women's World». Des liens se sont tissés entre WOWS et ce congrès qui a lieu tous les trois ans. Le comité d'organisation prévoit une première assemblée générale de WOWS au prochain congrès qui se tiendra du 20 au 26 juin 1999 à Tromsø en Norvège.

Le rapport de la « réunion d'expertes » sur « Les Etudes féministes : information et documentation », tenu par WISE en mai 1996 (voir comptes rendus de Nicky Le Feuvre, Bulletin de l'ANEF n° 21, pp. 55-59), est maintenant disponible.

Il comporte des communications sur la situation dans une dizaine de pays ainsi que les conclusions et les recommandations pour l'avenir.

Le guide de WISE sur les sources de financement pour les études féministes européennes sortira à la fin de l'année. Comme toutes nos publications, il sera distribué gratuitement sur demande à nos adhérentes.

Kea Tidjens, l'une des deux rédactrices en chef de la *European Journal of Women's Studies* et l'une des fondatrices de la revue, vient de démissionner ; elle a été remplacée par Magda Michielsens.

WISE entre dans l'ère électronique avec son forum WISE-L. Toute personne ayant le courrier électronique peut participer (voir informations ci-dessous).

Lancé en septembre 1996, après dix mois de préparation, par Eva Isaksson et Judith Ezekiel, il y a déjà 270 « abonnées » venant de 27 pays différents. Il se donne pour but d'offrir un lieu de débat et d'informations pour toutes les praticiennes d'études féministes basées en Europe ou travaillant sur l'Europe.

Un site sur le World Wide Web est également en préparation.

CONTACT : WISE – Heidelberglaan 2 – 3584 CS Utrecht – Pays Bas – Tel. 31-30-531881 – Fax 31-30-531619.

## *WISE-L : pour les branchées de l'Internet*

Nous sommes heureuses d'annoncer le lancement d'un nouveau forum électronique, WISE-L.

WISE-L est destiné aux praticien(ne)s d'études féministes : enseignantes, chercheuses, étudiantes, éditrices, administratrices, militantes, etc. Il cherche à diffuser des informations sur des projets de recherche, des sources de financements, des bourses d'études, des postes, des conférences, des appels à contributions, des bibliographies, des échanges d'étudiants ou d'enseignants, la pédagogie, le développement de programmes et de diplômes, les politiques nationales, européennes et internationales, et les débats théoriques sur les études féministes. Nous nous efforcerons de mener des discussions dans plusieurs langues.

WISE-L est un forum européen, ouvert à toutes celles qui font des études féministes en Europe ou qui travaillent sur des questions concernant l'Europe. Bien qu'il soit ouvert à tous et à toutes, les contextes européens doivent fournir le cadre de nos débats.

Ce forum est à l'initiative de WISE, une association d'études féministes européenne fondée en 1990. WISE cherche à promouvoir des critiques féministes du savoir et de soutenir des recherches et des pratiques qui amélioreront la qualité de vie des femmes. WISE est ancrée dans les associations nationales d'études féministes à travers l'Europe.

Pour participer, envoyez le message suivant par courrier électronique : SUB WISE-L Your Name (e.g., SUB WISE-L Jane Smith) à l'adresse suivante : [LISTSERV@LISTSERV.FUNET.FI](mailto:LISTSERV@LISTSERV.FUNET.FI)

Vous recevrez une réponse automatique qui vous demande la confirmation. Il suffit d'écrire OK dans le texte de votre message. Vous recevrez alors un manuel avec plus d'information.

Pour WISE,            Judith Ezekiel <[ezekiel@univ-paris12.fr](mailto:ezekiel@univ-paris12.fr)>  
et                        Eva Isaksson <[eisakso@cc.helsinki.fi](mailto:eisakso@cc.helsinki.fi)>



# *WISE + European Journal of Women's Studies*

Dorénavant, quand vous adhérez à Women's International Studies Europe (WISE) vous recevrez, en plus du bulletin d'information trimestriel, la revue européenne d'études féministes, le *European Journal of Women's Studies*.<sup>\*</sup> C'est une revue scientifique et interdisciplinaire, publiée chez SAGE quatre fois par an, en langue anglaise avec des résumés en français et en allemand.

WISE est une association, fondée en 1990, qui vise à promouvoir les enseignements, recherches et publications féministes en Europe. Elle propose de favoriser les échanges entre membres de l'association, d'élaborer des programmes conjoints d'enseignement et de recherche et de défendre les intérêts des études féministes auprès des instances européennes. Au sein de l'association, les « divisions » thématiques permettent aux chercheuses de se regrouper en vue d'organiser des rencontres et réseaux d'échanges. WISE collabore avec les associations d'études féministes existantes, dont l'Association nationale d'études féministes (ANEF) pour la France.

\* Pour celles qui souhaiteraient bénéficier d'un tarif réduit sans abonnement à la revue européenne, veuillez contacter le secrétariat international : WISE, Heidelberglaan 2, 3584 CS Utrecht, Pays Bas. Tél. 31-30-531881. Fax 31-30-531619.

# ADHÉSION/ABONNEMENT 1996-1997

Individues £29 (± 230 FF)

Nom : .....

Adresse : .....

.....

.....

..... Tél : .....

Pays : ..... Fax : .....

## — PAIEMENT —

Carte bleue n° ..... Expire le .....

Signature : ..... Date : .....

Vous pouvez également payer par Eurochèque ou virement bancaire (à SAGE Giro A/C No. 548 0353).

A renvoyer à :  
SAGE PUBLICATIONS – 6 Bonhill St – Londres EC2A 4PU –  
Grande-Bretagne.



*Colloque international*  
*Québec, 24-28 septembre 1996*

***La recherche féministe dans la francophonie :  
Etat de la situation et pistes de collaboration***

Ce premier colloque international des recherches féministes francophones a rencontré un succès considérable et ceci sur tous les plans, par la diversité des thèmes traités, par la qualité des intervenantes (quelques intervenants participaient également aux travaux du colloque) représentant l'ensemble des pays de la francophonie et des aires d'influence du français (Amérique latine, pays latins d'Europe) ; participait également un nombre important de chercheuses des pays anglophones, Etats-Unis et Grande-Bretagne, rattachées essentiellement aux départements de French Studies ou d'études littéraires. L'ensemble des universités canadiennes de langue française était représenté et ceci de manière équilibrée, le colloque ayant lieu à Québec ; l'Université Laval était bien sûr pleinement participante de ces travaux mais une très forte représentation des universités de Montréal, d'Ottawa, de Sherbrooke, et de l'ensemble des provinces du Canada avait été ménagée. Avec plus de 350 participantes venant de plus de 25 pays, près de

170 intervenantes canadiennes et plus de 90 intervenantes étrangères (parmi lesquelles l'ensemble des pays francophones d'Afrique noire et du Maghreb était très fortement représenté), le débat, les échanges d'expériences et les conversations de toute nature ont pu se dérouler au plan international et à une échelle qui mérite d'être notée.

Ce colloque est l'aboutissement de deux ans de travail préparatoire de l'équipe réunie autour d'Huguette Dagenais, responsable de la Chaire d'étude sur la condition des femmes de l'Université Laval à Québec.

Depuis sa création en 1988, Huguette Dagenais est la troisième titulaire de cette chaire d'étude, l'une des cinq chaires universitaires canadiennes « vouées au développement des connaissances sur les femmes dans une perspective de changement social ». La présentation de cette chaire précise encore : « En collaboration avec le réseau universitaire, les groupes de femmes et le milieu socio-économique du Québec, la titulaire de la Chaire contribue par ses activités à une meilleure connaissance de l'incidence des transformations sociales sur la vie des femmes et de l'action des femmes dans la transformation de la société ».

Les thèmes de recherche d'Huguette Dagenais, actuels et passés, dans les Caraïbes et en Afrique noire, l'ont menée tout naturellement à une conception du développement des recherches féministes, tant au plan méthodologique qu'empirique, qui englobe les dimensions internationales et met l'accent sur les confrontations entre les recherches des différents pays de la francophonie.

La participation des femmes aux processus de développement et de transformation sociale est au centre des préoccupations théoriques et militantes d'Huguette Dagenais et du Groupe de recherche multidisciplinaire féministe (GREMF) qui édite la revue *Recherches féministes*, revue bien connue des membres de l'ANEF. Cette dimension a été un élément important de la réussite de ce colloque, en particulier dans l'étude des questions aujourd'hui cruciales du développement urbain et régional et de la participa-

tion des femmes, isolées ou regroupées dans diverses associations aux formes classiques ou renouvelées, aux transformations sociales. C'est pourquoi la représentation des femmes dans les instances de décision politique ou dans le mouvement associatif a été un thème prioritaire des discussions du colloque.

Dominique Fougeyrollas,  
Paris, 1996.

Si l'étude de la participation des femmes à la politique et au politique sous toutes ses formes a été une question amplement débattue, du point de vue de la recherche lesbienne, des femmes d'Afrique noire, du Maghreb et du Moyen-Orient, des femmes migrantes et des minorités ethniques, à l'occasion de comparaisons entre le Canada et la France durant ces quatre jours de colloque et ceci dans plusieurs ateliers et tables rondes, ce ne fut bien sûr pas le seul thème en discussion. Les recherches en littératures et productions culturelles furent l'objet de plusieurs ateliers et notamment dans le domaine des productions francophones des Africaines et des Antillaises ; plus généralement les différents thèmes des recherches féministes en sciences sociales furent abordés dans le domaine du droit, des violences contre les femmes, de l'apport du point de vue féministe dans les études religieuses ou encore de l'apport de l'éthique féministe à différents domaines de recherches, enfin bien sûr dans le domaine de la santé, de l'école, du travail, de la famille et de la « conciliation de l'inconciliable ».

Réunissant un nombre important de chercheuses du Nord et du Sud, ce colloque marque une étape importante dans la formation des réseaux de chercheuses qui, selon les thèmes, ont trouvé l'occasion de se constituer, de se renforcer et de s'institutionnaliser.

L'ensemble des résumés des communications est disponible sur le réseau Internet et des informations complémentaires sur les réseaux thématiques pourront être mises à jour :

<http://www.fss.ulaval.ca/cecf/colloque96.html>

Dominique FOUGEYROLLAS-SCHWEBEL – IRIS-TS Université Paris-Dauphine

## *Avenir*

### ▲ *Nouvelles alliances*

Colloque anniversaire, Université catholique de Lyon  
**7 et 8 mars 1997**

Au tournant de l'histoire, chrétiennes et chrétiens imaginent de nouvelles alliances.

RENSEIGNEMENTS : Centre Femmes et Christianisme, Faculté de théologie, 25 rue du Plat 69288 Lyon Cedex 02 – Femmes et Hommes en Eglise, 68 rue de Babylone 75007 Paris.

### ▲ *Femmes et santé, pauvreté et qualité de vie : Stratégies pour l'avenir*

8<sup>e</sup> Rencontre internationale Femmes et Santé  
**16 au 20 mars 1997, Rio de Janeiro, Br sil**

La 8<sup>e</sup> Rencontre internationale Femmes et Santé aura pour axe central le thème « Femmes et santé, pauvreté et qualité de vie-Stratégies pour l'avenir », dans la perspective du genre, de la race, de la classe sociale, de la préférence sexuelle et des générations.

#### **Objectifs :**

1. Evaluer la portée des formulations théoriques et des programmes d'action élaborés lors des Rencontres internationales Femmes et Santé.

2. Evaluer l'impact du mouvement international Femmes et Santé sur les conférences mondiales de l'ONU et l'impact des conférences sur le programme et la dynamique du mouvement des femmes.

3. Analyser l'effet que les politiques des gouvernements ont eu sur la santé et la qualité de vie des femmes, sur le plan national et international.

4. Estimer les actions et les stratégies d'organisation des mouvements des femmes dans le secteur de la santé et ses perspectives pour le futur.

### **Participation :**

Le Comité d'organisation de la 8<sup>e</sup> Rencontre internationale Femmes et Santé recommande aux femmes de participer au processus d'élaboration de la rencontre au niveau régional. Dans les pays où il existe des réseaux de santé pour les femmes, il recommande la participation effective de ces derniers aux processus.

### **Crit res de participation :**

- Femmes actives dans les domaines de la santé, des droits sexuels et reproductifs, de la violence à titre individuel ou en tant que membre d'une organisation gouvernementale ou non gouvernementale, d'un groupement universitaire, d'un mouvement de femmes, d'un mouvement social ou féministe.
- Les inscriptions sont ouvertes du 1<sup>er</sup> juillet au 30 septembre 1996, dernier délai.
- Etant donné que le nombre de participantes est fixé à 600 et le caractère international de la rencontre, chaque organisation ne peut inscrire qu'une seule représentante.
- Les frais de voyage – billets, frais d'hébergement, repas – sont à la charge des participantes. Il conviendra d'y ajouter la taxe d'inscription d'un montant de US \$ 100.

## *Passés*

### ▲ *Les femmes et la politique*

UFR de Saint-Quentin-en-Yvelines., Collège universitaire Vauban,  
Boulevard Vauban, Guyancourt.

**Jeudi 17 octobre 1996**

### ▲ *Femmes contre les intégrismes*

Premières rencontres « Ensemble pour les droits des femmes contre les intégrismes ».

**Du 27 octobre au 3 novembre 1996, Lyon**

**Femmes contre les int grismes** est une association lyonnaise née à l'automne 1995 d'un long échange de plusieurs mois entre des femmes françaises vivant à Lyon et des femmes algériennes vivant en Algérie.

Associations et réseaux de femmes d'Algérie et de France se réuniront une semaine durant pour échanger leurs expériences et pratiques, se connaître, débattre et mettre en œuvre des actions communes. Elles seront plus d'une quarantaine à venir d'Alger, d'Oran, d'Annaba, de Constantine, associations de toute l'Algérie travaillant dans les domaines de l'enfance, l'éducation, la famille, la santé, le droit des femmes. Une vingtaine d'associations françaises seront représentées.

### ▲ *Violence, Abuse & Women's Citizenship*

International Conference

**10-15 November 1996, Brighton, UK.**

This international event will focus on the causes and consequences of all forms of violence and abuse against women and children around the world. Violence and abuse take many forms — but they all have something in common : the denial of women's human rights and full citizenship. Throughout the world women



are taking action to challenge this oppression in courageous, innovative and empowering ways.

### **The purpose of the conference :**

1. To promote understanding of the ways in which violence, abuse and gendered power relations affect women's citizenship and human rights.

2. To build on United Nations, European and other international initiatives on the elimination of violence and discrimination against women and children.

3. To take forward what was achieved at the UN World Conference on Women in Beijing, September 1995.

4. To promote government action on violence and abuse as human rights and social justice issues for women.

5. To provide an opportunity to develop and strengthen alliances within the international women's movement in a meaningful way and specifically to draw together and develop activity at international, national, regional and local levels.

6. To develop Action Plans in the following areas : social/public policy and legislation ; research and education ; intervention and prevention.

### ▲ *Towards an association of institutions*

*in feminist education and research in Europe – AOIFE'96*

Centre for Studies in Gender and Education, University of Limerick.

**29th November-1st December 1996**

**The aim of this conference is threefold** (as announced in previous newsletters) :

1. The European Association of Women's Studies Institutions will be launched, its organisational structure and statutes will be finalized and the priorities for the future will be planned. The

workshops sessions on Sunday will specifically address possible research projects.

2. The conference will offer the opportunity to find partners and discuss issues of European cooperation in Women's Studies education and research as well as to develop further lobbying strategies to improve the position of Women's Studies in the areas of education and research, as well as the impact of our academic field on the policies and practices of the European Commission.

3. And finally it will be the planning forum for the Socrates Thematic Network application in the area of Higher Education in Women's Studies for DG22. This will happen through working groups which will discuss, report and recommend areas of activities for project proposals within the network and decide on their coordination and on the priorities for the network application.

### ▲ *La richesse des femmes :*

#### *Dots et patrimoines du Moyen Age au XIX<sup>e</sup> siècle*

Journée d'étude organisée par Angela Groppi et Gabrielle Houbre.  
Université Paris 7-Denis-Diderot – UFR GHSS.

**Vendredi 6 d cembre 1996**

#### **Matin e pr sid e par C. Klapisch-Zuber :**

- Introduction, Michelle Perrot, Université Paris 7-Denis-Diderot.
- La dot (Athènes classique, France méridionale de la fin du Moyen Age à nos jours), Claudine Leduc et Agnès Fine, Université Toulouse-Le Mirail.
- Présentation et représentation de la richesse des femmes dans les sociétés urbaines d'Italie (fin du Moyen Age), Christiane Klapisch-Zuber, EHESS.
- Les femmes et le lignage : Normes et pratiques successorales à Florence aux XIV<sup>e</sup> et XV<sup>e</sup> siècles, Isabelle Chabot, Villa I Tatti, Florence.
- Pratiques dotales des citoyens vénitiens (XVI<sup>e</sup> siècle), Anna Bellavitis, Université Lyon 2.
- Discussion.

**Apr s-midi pr sid e par Michelle Perrot :**

- Dots normandes (fin XVII<sup>e</sup>-XIII<sup>e</sup> siècle), Jochen Hoock, Université Paris 7-Denis-Diderot.
- Universel/particulier : femmes et droits de propriété au XVII<sup>e</sup> siècle, Renata Ago, Université de Cagliari.
- Dots et institutions : la conquête d'un « patrimoine » (XVIII<sup>e</sup>-XIX<sup>e</sup> siècle), Angela Groppi, Istituto della enciclopedia italiana, Rome.
- Rapports patrimoniaux et crédit dans les ménages nobles. Dots et apanage des femmes à Bologne au XIX<sup>e</sup> siècle, Manuela Martini, Université de Bologne.
- Discussion et conclusion.





# Appel à contributions

MARIE-JO BONNET

## *Etat des lieux*

Dans le but de faire un état des lieux de la recherche en France sur les relations amoureuses entre personnes du même sexe, je lance une grande enquête auprès des chercheuses, chercheurs, universitaires, CNRS et indépendants, qui travaillent sur ce thème en histoire, philosophie, art, littérature, médecine, droit, anthropologie, sociologie, médias, etc.

Les résultats de cette enquête feront l'objet d'une communication au colloque sur l'histoire des femmes qui se tiendra à Paris en 1997 et serviront de base à la constitution d'un réseau de recherche et de solidarité entre personnes travaillant sur le sujet.

Il suffit de répondre au questionnaire que vous trouverez à la page suivante.

Pouvez-vous faire circuler ce questionnaire auprès des personnes concernées et le renvoyer rempli à l'adresse indiquée ci-dessous avant le 1<sup>er</sup> février 1997 ? Merci. Cordialement à vous.

Contact : Marie-Jo BONNET – 55, rue Saint-Jacques 75005 Paris.

## QUESTIONNAIRE

Nom : ..... Prénom : .....

Organisme : .....

Position institutionnelle : .....

Adresse : .....

.....

Tél..... Fax : .....

Discipline : .....

Sujet de la recherche : .....

.....

Maîtrise, DEA, Thèse sur le sujet : .....

.....

Publications : .....

– Livres : .....

– Articles : .....

.....

Avez-vous rencontré des difficultés parce que vous travaillez sur ce sujet ? .....

Lesquelles ? .....

.....

A renvoyer dûment rempli avant le 1<sup>er</sup> février 1997 à :  
Marie-Jo BONNET – 55, rue Saint-Jacques 75005 Paris

CENTRO DE ESTUDOS SOCIAIS.  
UNIVERSIDADE DE COIMBRA

*Shifting bonds, shifting bounds :  
Women, mobility and citizenship in Europe*

Troisième conférence européenne de recherche féministe.  
Université de Coimbra, Portugal

**8-12 June 1997**

La Faculté d'économie, par l'intermédiaire de son groupe d'études féministes (NEF, Núcleo de estudos feministas) du Centre d'études sociales, et le Groupe d'études féministes (GREF, Grupo de estudos feministas) de la Faculté de lettres et sciences humaines de l'Université de Coimbra, avec la collaboration de l'Association portugaise d'études sur les femmes (APEM), organisent la troisième Conférence européenne de recherche féministe. Cette conférence, ayant comme thème « Femmes, mobilité et citoyenneté en Europe », est un ambitieux projet interdisciplinaire qui se propose de promouvoir le dialogue entre scientifiques européennes de divers domaines, pour approfondir l'esprit et les objectifs des deux conférences précédentes (Université d'Aalborg, Danemark, 1991 ; Université de Gratz, Autriche, 1994). Notre objectif est d'analyser la complexité de l'expérience des femmes relativement à la mobilité spatiale, sociale et culturelle en Europe.

### **Sujets :**

Identités et narratives ; Biographie et société ; Transculturation et diaspora ; Migrations, identités culturelles et égalité ; Stéréotypes et migrations ; Nouveaux mouvements migratoires en Europe ; Nouvelles structures de l'emploi ; Les femmes et la ville ; Nouveaux modèles familiaux ; Education et discrimination sociale ; Migrations et citoyenneté ; Citoyenneté européenne et exclusion sociale ; Citoyenneté et politiques sociales ; Transitions en Europe centrale et de l'Est.

### **Soumission de communications :**

Le travail doit être original. Les résumés de 250 mots doivent être envoyés à l'organisation jusqu'au 31 janvier 1997. Les textes

(4 000 mots) des communications acceptées doivent être envoyés jusqu'au 31 mars 1997.

**Langue de travail :**

Anglais. Dans toutes les sessions plénières et dans quelques sessions thématiques : anglais et français.

**Frais d'inscription** (séjour et repas ne sont pas compris) :

30 000 PTE (avant le 31 mars 1997) ; 40 000 PTE (après le 31 mars et avant le 16 mai 1997).

Autres informations : CENTRO DE ESTUDOS SOCIAIS – UNIVERSIDADE DE COIMBRA – Apartado 3087 – 3000 Coimbra, Portugal. Tel. +351 39 26459 – Fax +351 39 29076 – E.mail : EUROFEM97@GEMINI.CI.UC.PT.

## THE EUROPEAN JOURNAL OF WOMEN'S STUDIES

### *Action Alert*

The European Journal of Women's Studies, revue multidisciplinaire, universitaire et féministe, lance un appel à contributions. Les manuscrits peuvent être soumis en français. Toutefois, s'ils sont acceptés, les auteures seront chargées de la traduction.

BERLIN'S LESBIAN ARCHIVE – Protest against Funding-Cut : ACTION ALERT

## THE JOURNAL OF WOMEN'S HISTORY

### *History of sexuality*

The Journal of Women's History is soliciting essays for a special issue on the history of women's sexuality, guest edited by Joanne Meyerowitz and Gail Hershatter. We are specifically seeking works that address historical constructions of gender and sexual transgression. Submissions about any geographical location or historical era are welcome. We encourage work that places theoretical issues in historical context. The deadline for submissions is December 2, 1996.



Please, send 4 copies of your manuscript to : JOURNAL OF WOMEN'S HISTORY – The Ohio State University – 106, Dulles Hall, 230 W – 17th Avenue, Columbus, OH 43210.

For more information : E.mail [jwh@osu.edu](mailto:jwh@osu.edu).

WOMEN INTO COMPUTING CONFERENCE 1997  
IN ASSOCIATION WITH THE  
CENTRE FOR COMPUTING  
AND SOCIAL RESPONSABILITY

*Progression : From where to what ?*

Conference.

De Montfort University, Milton Keynes, UK.

**10th-12th July, 1997**

Computing and information technologies are now ubiquitous and of vital importance in the global society. Gender related issues in computing continue to be critical in realising the potential of these technologies. Computing as a discipline has a clear gender imbalance. Recent figures show recruitment of women into the discipline is continuing to decline.

To date, significant determinants of women's success in the computing field have been explored primarily in terms of societal, cultural and organisational work factors. The perspective of women computer technologists and engineers has often been overlooked. Tensions between the different groups exist but there has been insufficient dialogue between these different groups to date. This conference will address this situation and provide an opportunity for a greater understanding between all those working in and associated with computing.

Papers are invited within the broad area of gender related computing research. This includes but is not limited to :

- Telematics – the field of computer mediated communication
- Women systems/software engineers – a contradiction in terms ?
- Professionalism, legislation and the role of women

- Women returners
- « Man-Machine » interface to « Human Computer » interface to what ?
- Feminist perspectives in computing research
- Education – computing education and the use of computers in education.

An underlying theme of the conference is to be social responsibility and therefore we wish to encourage papers emphasising this and ethical issues. Papers taking different cultural, national and societal aspects are particularly welcome as are globally oriented papers.

In addition, we are looking for sister organisations throughout Europe to participate in the conference. The aim is to report on European Women's Organisations, initiatives and relevant research. We will be maximising participation through the use of video conferencing services at De Montfort University.

**Key dates :**

- 30th September 1996 : Receipt of intentions to submit accompanied by a maximum 300 word abstract.
- 6th January 1997 : Paper submission.

For further details contact : Rachel LANDER – De Montfort University Milton Keynes – Hammerwood Gate, Kents Hill – Milton Keynes MK7 6HP – Tel. 01908 695511 ext 4137. Fax 01908 834948 – E.mail [wic97@dmu.ac.uk](mailto:wic97@dmu.ac.uk).

Further information on Women into Computing can be found at : <http://osiris.sund.ac.uk/wic/wic-home.htm>

Further information on the Centre for Computing and Social Responsibility can be found at : <http://www.cms.dmu.ac.uk.CCSR>.



THE WOMEN'S STUDIES CENTRE.  
UNIVERSITY COLLEGE, GALWAY, IRELAND

*About Irish Women's History*

The Women's Studies Centre at University College, Galway, Ireland, intends to publish a new edited collection on Irish Women's History, in order to collect some of the important research which has been undertaken in recent years.

We propose that the book will consist of new, previously unpublished research on a wide range of topics. Papers covering both prehistory and history will be considered. Papers will look at the experiences of Irish women, not only in the North and South of the country, but also abroad, with regional, national and international perspectives.

We are particularly interested in the following : based research, academic work and papers using oral history to detail women's lives and experiences. We are looking for both « finished » research and shorter papers on « work-in-progress ».

We invite you to send in an abstract (about 100 words) outlining your research, along with a title, to be received by Friday November 1st, 1996. We will contact you shortly afterwards and first drafts of papers will be due by March.

Please, send the abstract to the editors : Women's Studies Centre, University College, Galway, Ireland. If you have any queries please don't hesitate to contact us, by post, fax, phone or e.mail.

Alan HAYES – WOMEN'S STUDIES CENTRE. University College – Galway, Ireland – Fax (091) 750549 – e.mail : alan.hayes@ucg.ie

Diane URQUHART – Department of History. Queen's University – Belfast, Ireland – Phone (01232) 472701 – Fax (01232) 682466.

## WOMEN'S STUDIES NETWORK (UK) ASSOCIATION

### *Women, Policy and Politics*

10th international conference.

Institute of Education, University of London, London.

Conference organizers : Suki Ali, Kelly Coate Bignell, Wangui Wa Goro, Diana Leonard.

**14-17 July, 1997**

Please submit abstracts of 150 words and a title for 30 minute paper on any subject relevant to the theme of the conference by 30 April 1997 to :

The WSN(UK)A – Conference Organizers, CREG, Institute of Education, 20 Bedford Way, London WC1H 0AL. Tel. 0171 612 6245 – Fax 0171 612 6177 – E.mail : d.leonard@ioe.ac.uk

To receive future information on the conference, please contact :

The Conference Office – Institute of Education, University of London, 20 Bedford Way, London WC1H 0AL. Tel. 0171 612 6245 – Fax 0171 612 6017 – E.mail : c.bird@ioe.ac.uk



## *En français*

### *Cahiers du CEDREF*

Comité de rédaction : Christine Bard, Françoise Basch, Marie-Josèphe Dhavernas, Régine Dhouquois, Dominique Fougeyrollas, Marie-Claire Hooock-Demarle, Liliane Kandel, Marcelle Marini, Claude Zaidman.

#### ▲ N° 1

##### **Silence/Emancipation des femmes**

- Entre privé et public

#### ▲ N° 2

##### **Femmes/Sujets des discours**

#### ▲ N° 3

##### **Sexisme et exclusions**

- Sexisme et racisme
- Mixité, égalité, enjeux de pouvoir

#### ▲ N° 4/5

##### **Continuités et discontinuités du féminisme**

- Des féminismes dans l'histoire
- La fragilité des acquis
- Transmettre aujourd'hui

▲ N° 6. (à paraître)

## **Femmes et migrations**

CEDREF – Bureau des publications – Tour 34-24, 5<sup>e</sup> étage, salle 510 – 2, place Jussieu 75251 Paris Cedex 05 – E.mail : jean-claude.passerieu@linguist.jussieu.fr.

### *Cahiers du GEDISST*

Groupe d'études sur la division sociale et sexuelle du travail

▲ SÉMINAIRE 1995-1996

## **A propos du pouvoir et du travail : contradictions et ruptures**

### SOMMAIRE

- Produire et consommer: discours et pratiques de classes sur la consommation au début du siècle, Helen Harden Chenut.
- Travail et citoyenneté : un enjeu sexué hier et aujourd'hui, Anne-Marie Daune-Richard.
- Travail, événement et rapports sociaux, Philippe Zarifian.
- Employé(e)s du public, employé(e)s du privé : archétypes des paradoxes actuels de la division sexuelle du travail ?
  - Le cas des fonctionnaires et des agents à statut réglementaire des entreprises publiques, Sabine Fortino.
  - La supercherie de l'assimilation, quand « assistante » signifie « sous », Philippe Alonzo.
- Incidence du genre et du mentor sur la production scientifique et la carrière des psychologues : la perspective de la psychosociologie de la science, Angela Febbraro, Ian Lubek, Natasha Bauer, Brian Ross, Heather Thoms, Sarah Brown et Mary Ann Hartt.
- Publications du GEDISST

CONTACT : GEDISST – Institut de recherche sur les sociétés contemporaines – Centre national de la recherche scientifique – 59-61, rue Pouchet 75849 Paris Cedex 17. Tel. (33) 01 40 25 12 06/ 11 65 – Fax (33) 01 40 25 12 03.

*Clio*

▲ N° 3 – 1996

**Histoire, femmes et sociétés : M tiers, corporations, syndicalismes**

Coordinatrice du numéro : Michelle Zancarini-Fournel – Université de Paris 8.

Il propose des articles inédits sur les rapports entre les femmes et les organisations corporatives du Moyen-Age à l'époque contemporaine et particulièrement sur les rapports entre les femmes et syndicalismes dans l'histoire du temps présent.

## SOMMAIRE

- Une « vieille histoire » ?, Michelle Zancarini-Fournel.
- Les femmes dans les métiers parisiens : XIII<sup>e</sup>-XV<sup>e</sup> siècle, Simone Roux.
- Donneuses d'ouvrages, apprenties et salariées aux XIV<sup>e</sup> et XV<sup>e</sup> siècles dans les sociétés urbaines languedociennes, Cécile Béghin.
- La maîtrise d'une identité ? Corporations féminines à Paris aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles, Cynthia Truant.
- Une intégration ambiguë : femmes et syndicats en Bavière 1868/1869-1892, Suzanne Mutert
- « White Label » et « péril jaune » : race, genre et travail à San Francisco au XIX<sup>e</sup> siècle et au début du XX<sup>e</sup> siècle, Nayan Shah.
- Les syndicats libres féminins de l'Isère, 1906-1936, Martine Ratto et Andrée Gautier.
- Associations féminines et syndicalisme en Loire-Atlantique, des années 1930 aux années 1980, Dominique Loiseau.
- Les coordinations, filles des années 1968, Didier Leschi.

## REGARDS COMPLÉMENTAIRES

**T moignages**

- Nicole Notat, entretien réalisé par Michelle Perrot.
- Marie-Noëlle Thibault, entretien réalisé par Michelle Zancarini-Fournel.

e t

- Femmes, genre et mouvement ouvrier en France aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles : bilan historique et perspectives de recherche, Laura L. Frader.
- Les femmes dans les grèves et le mouvement syndical à Mazamet, textes présentés par Rémy Cazals.
- Mammy et oncle Ned, photographie commentée par Thomas Holt.
- Droit de cuissage et devoir de l'historien, Geneviève Fraisse.

CONTACT : PRESSES UNIVERSITAIRES DU MIRAIL – 56, rue du Taur 31000 Toulouse – Tél. 05 61 22 58 31 – Fax 05 61 21 84 20.

### CHOISIR, la cause des femmes

▲ Bulletin n° 72 – octobre 1996

#### **Discrimination dans le travail, blocage politique**

##### SOMMAIRE

- Quand un combat rejoint l'autre...
- Interview d'Arlette Laguillier.
- Sarah, enfin libre !
- Des archives exemplaires.
- A lire : La drôle de guerre entre les sexes dans le cinéma français.
- La vie de CHOISIR.
- Brèves.

Contact : CHOISIR – 102, rue Saint-Dominique 75007 Paris.

### Chronique Féministe

▲ N° 59

#### **Pensions, une galit injuste**

Le dernier numéro de la Chronique féministe vient de paraître. Austère, mais précieuse comme un outil.

C'est aussi ce qu'elle veut être : un outil de savoir afin que toutes les femmes puissent comprendre ce qui se joue actuellement



en ce qui concerne le calcul de leur pension et l'âge d'accès à la retraite.

En effet, cette Chronique féministe analyse les effets discriminants et inégalitaires des propositions gouvernementales et présente les revendications précises, chiffrées et justes que les organisations de femmes ont envoyées aux responsables politiques et sociaux et aux médias.

Les femmes revendiquent depuis toujours l'égalité dans tous les domaines de la vie politique, familiale et sociale. Mais elles constatent que le gouvernement ne veut la réaliser, et de plus dans l'urgence, que dans le seul domaine des pensions, ce qui aura pour effet d'accroître encore les écarts entre les retraites des hommes et celles des femmes.

Vous trouverez en outre comme dans les autres Chroniques nos rubriques habituelles : lectures, attentives, annonces. Ce numéro devrait vous intéresser. N'hésitez pas à nous le commander.

Par numéro : 40 FF. Abonnement 5 numéros : 150 FF par chèque au nom de G. Simon – Université des Femmes – 10, rue du Méridien 1210 Bruxelles. Tél. 02/229 38 72. Fax 02/229 38 53.

### *Femmes Info, la revue du CODIF*

▲ N° 75-76 – hiver 1995-printemps 1996

#### SOMMAIRE

- Le contrat d'union libre
- 8 mars de lutte à Marseille
- Femme de détenu
- L'égalité juridique entre les sexes : mission accomplie ?
- Dossier : Solidarité entre les générations
- Crise et droits des femmes
- Des carrières de femmes « solidaires »
- Dépendance des personnes âgées
- La solidarité entre générations : cas de l'Italie
- Atlanta + pour des JO =

- Isabelle à Houairou
- Souvenirs de Julie Pellizzone

CONTACT : FEMMES INFO – CODIF – 81, rue Sénac 13001  
Marseille – Tél. 04 91 47 14 05 – Fax 04 91 94 50 49.

### Idées de femmes

Le journal de l'Association Française des Femmes. L'AFF : l'association qui donne des idées aux hommes politiques.

▲ N° 2 – septembre 1996

#### **Faire, c est vouloir**

- Atlanta : oui, mais...
- Les Françaises sont-elles prêtes à accéder au pouvoir ?
- Diminuer l'allocation de rentrée scolaire...
- Temps de travail : la grande offensive !
- Go Go et Sexy bar
- Défendons Chris Anyanwu ! Pétition
- Kadi et Kadiatou ou la pérennité des mutilations sexuelles

CONTACT : IDÉES DE FEMMES – AFF – 9, rue Théodule-  
Ribot 75017 Paris.

### Nouvelles questions féministes

▲ N° 2 – vol. 17 – mai 1996

#### **Utopies r volutionnaires, utopies litt raires**

- Entre rupture et reproduction : femmes salvadoriennes dans la guerre révolutionnaire (1981-1992)
- Le regard d'ailleurs : les constructions utopiques de la « différence »

▲ N° 3 – vol. 17 – 1996

#### **L h t rosexualit ` revisit e `.**

Ce numéro 3 de 1996 est essentiellement consacré à l'article de Stevi Jackson sur l'hétérosexualité : débat relancé ces dernières années par les féministes britanniques. En partant des analyses du genre, développées par les féministes matérialistes françaises et

notamment par Christine Delphy, l'auteure de l'article souhaite montrer que « ce n'est pas l'anatomie mâle et femelle qui constitue un problème mais plutôt la façon dont l'hétérosexualité est institutionnalisée et pratiquée dans un système patriarcal. »

Ernest Saufy vient nous dévoiler, dans un petit article et à partir d'« une anecdote » survenue à Poitiers, la violence « symbolique » masculine toujours prête à riposter à la moindre remise en question de l'ordre patriarcal.

Quatre comptes rendus sont consacrés aux ouvrages suivants : L'extrême-droite contre les femmes ; L'opposition à l'avortement : du lobby au commando ; Femmes et partage du travail et Le chômage et le devenir de la main-d'œuvre en Pologne et un cinquième aux femmes dans les films documentaires à la troisième Biennale des cinémas arabes à Paris.

Nouvelles questions féministes est une revue consacrée au développement et à la dissémination de la réflexion née du mouvement féministe. Elle se veut le forum le plus large en langue française pour les analyses et les débats venant du monde entier, tout en maintenant une attention particulière à l'Europe et à la francophonie.

Pour toute correspondance ou commande, écrire à : NQF – c/o C. Delphy – IRESCO – 59-61, rue Pouchet 75849 Paris Cedex 17.

### Les Pénélopes : Lettre

▲ N° 1 – juin 1996

Qui sommes-nous ? En 1970, l'une n'était pas encore née, l'aînée luttait activement pour la libération des femmes, les deux autres, adolescentes, découvraient révolte, révolution, militantisme, sexualité...

Aujourd'hui, nous sommes journaliste, sociologue, responsable de projet et conceptrice multimédia. Nos convictions sont le moteur de notre traversée ; et nous souhaitons que nos expériences se mettent au service du plus grand nombre : femmes,

jeunes, immigré(e)s. Nous sommes persuadées qu'il faut s'approprier les nouveaux médias, pour fédérer les réflexions, casser l'exclusion et rompre avec les discriminations.

#### SOMMAIRE

- Le multimédia au féminin
- Le 4 juin à l'Institut finlandais
- Nadia, Sandrine et Françoise en gestation

Contact : LES PÉNÉLOPES – 3 bis, rue de la Défense 93100 Montreuil – Tél. 01 48 94 89 01 – E.mail : inci@planete.net.

### Revue des sciences sociales de la France de l'Est

▲ N° 23 – 1996

#### **Femmes et hommes dans une Europe en mutation**

#### SOMMAIRE

- Histoire
- A la recherche du sujet
- Elles et eux, une relation
- Rites, pratiques et symboliques
- Quel couple, quelle famille ?
- Du « travail » masculin aux « tâches » féminines
- Loi, droit, citoyenneté
- Europe, la santé, la mort
- Recherches, muséographie
- Lu, à lire

CONTACT : Revue des sciences sociales de la France de l'Est – Université des sciences humaines – Laboratoire de sociologie de la culture européenne – 22, rue Descartes 67084 Strasbourg Cedex.

## *En allemand*

### *Frauen Informations Blatt*

#### ▲ WS 1996-1997

- Informations aus der zentraleinrichtung frauenstudien/frauenforschung
- Die frauenbeauftragte berichtet
- Berichte aus den fachbereichen, zentral-instituten und anderen organisatorischen einheiten der fu Berlin
- Berichte aus anderen hochschulen
- Förderung von wissenschaftlerinnen, frauenforschung und frauenstudien
- Tagungen, kongresse, symposien vorträge...
- Frauenbezogene lehrveranstaltungen
- Neue bücher und zeitschriften in der ze

## *En anglais*

### *CREW Reports*

CREW Reports, publié en français et en anglais, donne un aperçu unique de l'Union Européenne et des développements nationaux dans les affaires sociales, l'égalité, l'emploi et la formation en faveur des femmes. Il offre également des analyses approfondies, une revue des publications et événements.

CREW Reports est indispensable à toutes celles intéressées par la thématique des femmes, l'emploi et la formation dans l'Union Européenne d'aujourd'hui.

CONTACT : CREW – 25, rue Capouillet B-1060 Bruxelles, Belgique. Tél. (322) 534 9085. Fax (322) 534 8134.

# OFFRE SPÉCIALE ABONNEMENT À CREW Reports



- Je suis intéressé(e) par une offre d'essai GRATUIT.
- Je désire m'abonner à **CREW Reports** pour 1 an (11 numéros) réduction spéciale -20 %

Tarif pour 1 an (frais d'envoi inclus) :

Belgique : 6 360 FB – 20 % = 5 088 FB

Pays de l'UE : 6 890 FB – 20 % = 5 512 FB

Reste du monde : 7 000 FB – 20 % = 5 600 FB

Nom .....

Organisme .....

N° de TVA .....

Adresse .....

.....

.....

Pays .....

Code postal .....

**Paiement** : par chèque en francs belges ou par virement bancaire au n° de compte de CREW : 001-1129052-48, Banque CGER, Bruxelles.

**Retour** : CREW – 25, rue Capouillet, B-1060 Bruxelles, Belgique.  
Tél. (32.2) 534 90 85 / Fax : (32.2) 534 81 34

*The European Journal of Women's Studies*

▲ August 1996 – Vol. 3, issue 3.

**Special Issue on the Body**

## CONTENTS

- Reading the body : Young women's accounts of the meanings of the body in relation to independence, responsibility and maturity.
- Women's public toilets : A serious issue for the body politic.
- Chic outrage and body politics.
- Victims or offenders ? « Other » women in French sexual politics.
- Female bodies and brittle bones : An analysis of intervention practices for osteoporosis.
- The researching body : The epistemophilic project.
- Erotic bodies : Images of the disabled.
- Minding the body.

For more information : Jane MAKOFF, Journals marketing manager – SAGE Publications – 6 Bonhill Street London EC2A 4PU, UK – Tel. +44 171 374 0645 – Fax +44 171 374 8741 – E.mail : jane.makoff@sagepub.co.uk – SAGE PUBLICATIONS OnLine <http://www.sagepub.co.uk>.

*WISE Women's News*

▲ N° 2 – Vol. 6 – 1996

## IN THIS ISSUE

- Réunion du Comité organisateur de WISE.
- Steering group report.
- Nouvelles de WISE à travers le monde / News from the WISE countries.
- The Nordic Institute for Women's Studies and Gender Research, NIKK.
- The Nordic countries : on women's studies information in the spring of 1996.
- Women's studies information in the Netherlands.
- Women's studies research information and documentation in Germany.

- Gender studies in Czech universities.
- WISE women in print.
- WISE On-line.
- Division communication and cultural practice newsclips.
- La Section contre le racisme et la discrimination. Présentation de Forward.
- « Nations, nationalismes » : Nouvelles questions féministes.
- Bulletin board.
- Third European Feminist Research Conference.
- IIAV seeks support.

## *En catalan/espagnol*

### *DUODA, Revista d'estudis feministes*

#### *Revista de estudios feministas*

▲ N° 11 – 1996

#### SUMARI

- Editorial : Culturas del nacimiento.
- Heterosexualidad obligatoria y existencia lesbiana.

La subjetividad femenina y la resignificación en el campo del parentesco espiritual.

- La diferencia sexual y su expresión simbólica en algunos grupos del Paleolítico Superior.

#### **Cultures del naixement**

- El concepto de « vida » : un ídolo moderno y una amenaza para las mujeres embarazadas.
- « Nacer por sí misma ». Naixement i renaixement en la filosofia de María Zambrano.

Nacida en el Sur. De oscuridades y sombras a luminosidades y claroscuros.

- Nacimiento y nacer en la acción. A partir de Hannah Arendt.
- Debat obert : Vivir con el trauma.



- Entrevista : Una reflexió entorn de la relació de la filla amb la seva mare. Diàleg amb na Luisa Muraro, per Monserrat Guntín i Gurguí.
- Vària : Jornades « 20 anys de feminisme a Catalunya ».

## *En italien*

### Leggere Donna

▲ N° 64 – Settembre-Ottobre 1996

#### SOMMARIO

#### **Leggere**

- Corpi che contano, corpi abietti, corpi mostruosi
- Viaggio doppio
- Doris e Laura : intervista e narrazione
- Coro per voci sole
- Rabbia, figlia legittima
- Le riviste
- Victoria e Caroline. Idilli del Settecento
- Le scrittrici russe degli anni novanta
- Antigone, mito maschile

#### **Scrivere**

- Il professore
- Welcome to Fibtown

#### **Discutere**

- Intervista a Dacia Maraini
- A colloquio con Margarethe von Trotta
- Cercatrici d'oro
- Una rivista femminista sul cammino di Compostela
- Avvisi alle naviganti

#### **Vedere, ascoltare, incontrarsi**

- Il genio precoce di Elisabetta Sirani
- La parola all'immagine
- Noi e il teatro

- Noi e il cinema
- Gli appuntamenti
- La pagina di Lori

▲ N° 63 – Luglio-Agosto 1996

### SOMMARIO

#### **Leggere**

- Umori e amori
- Rivelazione non garantita
- La religione del sacrificio
- La pagina della poesia
- I romanzi di una nonna
- Fulmini a ciel sereno
- Immaginare in lingue immaginarie
- Poete irlandesi
- Maestrine senza penna rossa

#### **Scrivere**

- Fotografie

#### **Discutere**

- Recensire donna

#### **Vedere, ascoltare, incontrarsi**

- La parola all'immagine
- Noi e il cinema
- Gli appuntamenti
- La pagina di Lori

LEGGERE DONNA – Redazione e amministrazione – Via Ticchioni, 38-1 – Ferrara, Italia – Tel e fax : (0532) 53186.

### *Notizario CDP*

▲ N° 147

### SOMMARIO

- **Chiapas : a cura di Antonio Schina** : Presentazione - Scheda 1 : Che cos'è l'EZLN ? - Scheda 2 : Cronologia ragionata - Documenti - Libri, video, varie.

- **Segnalazioni** : Situazioni internazionali - Sinistra, destra e politica italiana - Lavoro, riduzione dell'orario, sindacato.

▲ N° 146

### SOMMARIO

- Crisi economica, mondializzazione, « altra » economia.
- **Gruppi, associazioni, collettivi, ecc.** : Centro di documentazione delle etnie « Ernesto Balducci » - Centro di informazione e documentazione « V. Majakovski » - Una cooperativa per Guerre & Pace - Collettivo BIM (Biblioteca per invendibili e malvenduti) - RIBN (Rete italiana Boicottaggio-Nestlé).
- **Segnalazioni** : Escursionismo - Medicina alternativa e salute - Morte ed eutanasia - Scienza - Sessualità.
- Associazione Centro di documentazione di Pistoia.
- Scheda di ordinazione.

## *En néerlandais*

### *INHOUD,*

### *Vrouwen Informatie Periodiek*

▲ N° 3. September 1996

▲ N° 2. Juni 1996

- IIAV berichten
- Evenementen en congressen
- Ontsloten archieven
- Beeldarchief
- Lopend onderzoek en publikaties
- Kranteknipsels

# *En portugais*

## Noticias

▲ N° 39 – Abr.-Mai-Jun 1996

### SUMÁRIO

- Editorial
- Em Portugal
- Estudos sobre as mulheres
- Lá fora
- Tema

NOTÍCIAS – Av. da República, 32-1 – 1093 Lisboa Cedex,  
Portugal – Tel. 797 60 81/2/3/4 et 797 29 65 – Fax 793 76 91 e  
797 2965.

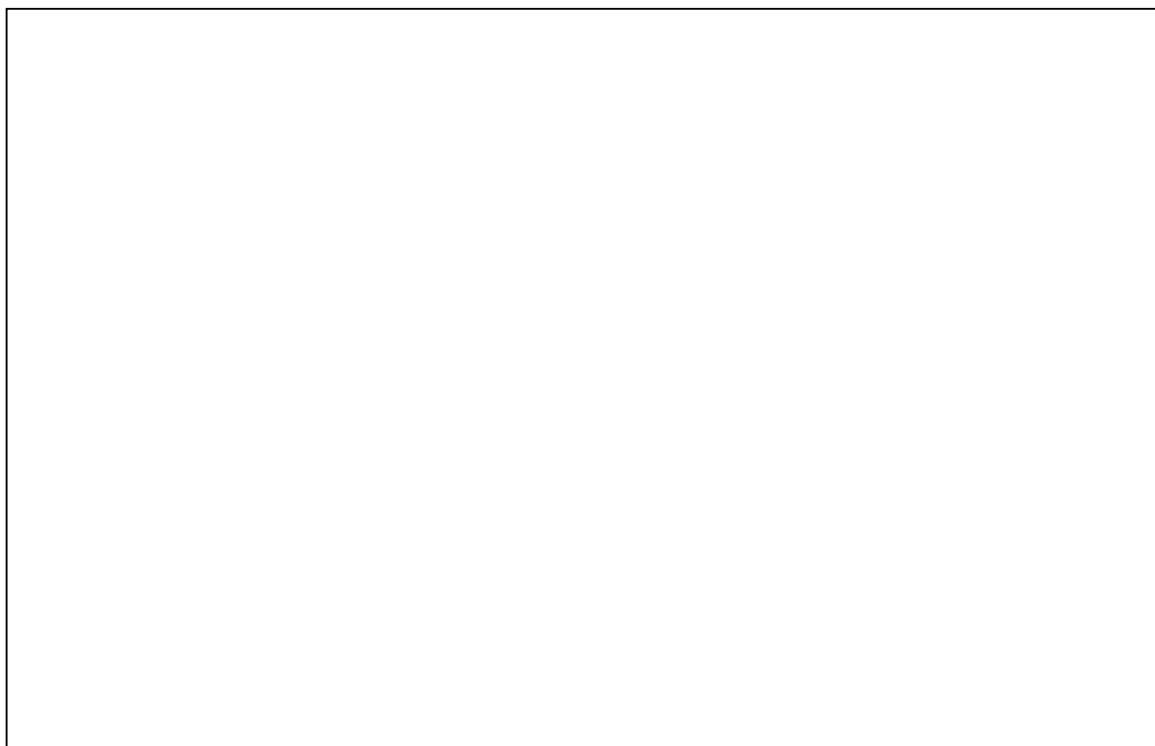


Photo Nicole Décuré

Nazaré, Portugal, 1995.



## *Comptes rendus*

### *Crise urbaine et espaces sexuels*

**Jacqueline COUTRAS, Ed. Armand Colin/Masson, Paris, 1996**

L'objectif principal de l'ouvrage de Jacqueline Coutras est de montrer que les divisions sexuées sont au fondement de l'organisation urbaine et que, en particulier, la partition de l'espace entre public et privé s'ancre directement sur la division sexuelle du travail. Autrement dit, les questions qui touchent à l'espace sont dépendantes des questions d'organisation sociale et « les faits sexués ne peuvent, pas plus que les faits économiques ou sociaux, être autonomisés ». Cette posture de recherche s'inscrit dans la lignée des travaux de sociologues et d'anthropologues de l'espace, soucieux de rendre compte des multiples interactions qui constituent l'espace comme un « tissu » de vie et non comme un « cadre », comme un produit des rapports sociaux et non comme une simple « surface » objective.

Ce projet est sous-tendu par plusieurs hypothèses ou « thèses » dont je retiendrai les plus structurantes, à mon sens :

1. la crise urbaine ne toucherait pas de la même manière les hommes et les femmes ;

2. le déclin de la valorisation de la proximité résidentielle et du local (l'espace du voisinage, du quartier), serait dû en grande partie aux transformations des tâches domestiques et au développement de la mobilité, qui aurait grandement facilité l'accès des femmes à des espaces de la ville autres que ceux confinés autour du logement.

Ces deux axes sont développés à partir du constat concernant l'absence des femmes ou leur invisibilité dans les recherches sur les thématiques urbaines : la « crise des banlieues » est celle qui met en scène des hommes et les approches de l'espace urbain oblitérent la dimension sexuée. Reconnaissons avec l'auteure que l'espace public est bâti sur l'exclusion des femmes.

Cette posture originale qui a le mérite d'introduire les femmes dans un domaine où, encore une fois, le neutre cache le masculin, ne satisfait pas entièrement aux attentes, sans doute parce que d'une part, la tentative est solitaire et donc difficile, mais aussi d'autre part, par le manque de « preuve » des matériaux empiriques utilisés, plus implicites que démonstratifs.

Jacqueline Coutras fait de la « proximité résidentielle » le pivot des divisions sexuées de l'espace, mais aussi le pivot de son argumentation. Si les femmes sont moins concernées par la « crise urbaine » c'est, selon elle, qu'elles n'ont rien ou pas grand-chose à perdre, du fait de leur faible participation générale aux actions de la place publique. Sur ce premier point, on peut regretter l'absence de problématisation de la notion de « crise urbaine » en même temps que le peu de témoignages sur lequel l'auteure appuie son propos. D'ailleurs, elle le nuance elle-même, « peut-être » elles n'ont pas les mêmes revendications que leurs compagnons (de banlieue), « on ne le sait pas ». Elles ne s'exprimeraient pas comme les hommes parce que leurs intérêts sont ailleurs, c'est-à-dire dans la mise à l'épreuve de la contradiction entre vie familiale autour du logement et vie publique. C'est ainsi, et c'est le deuxième point fort de l'argumentation de l'auteure, que les femmes, grâce à la mobilité (utilisation de la voiture) et à l'éclatement des fonctions domestiques à l'intérieur de la ville, désaffectent le local et l'environne-

ment résidentiel. Cette interprétation est originale et mérite l'attention des chercheurs à venir. D'où, troisième point fort, qui relie les deux premiers, la perte des repères que traduit le malaise des « banlieues » serait en partie le résultat d'une résistance des femmes à rester dans ce local et à en assumer la régulation. La thèse avancée est bien celle d'une mise en lumière des effets structurants de la division sociale sexuée du travail sur l'organisation de l'espace et elle est fondamentale et stimulante.

Cependant, la référence constante au domaine domestique – « La "communauté résidentielle" est bien dépendante d'une certaine façon de faire les travaux domestiques » –, qui est une pièce maîtresse d'intelligibilité du rapport des femmes et des hommes à l'espace qu'on ne saurait nier, restreint le regard porté sur les pratiques urbaines des femmes. Par exemple, envisager les pratiques des femmes sous l'angle essentiellement utilitaire, sous-tendu par l'autorisation morale de sortir dont on sait bien l'efficacité, empêche cependant, pour les chercheurs, l'accès à des pratiques de « flânerie » qui, si elles ne se disent pas toujours, révèlent que « l'aventure », la disponibilité peuvent aussi exister pour elles dans une ville tissée d'imaginaire. Cette question est d'importance, car elle suppose une approche des femmes actrices et pas seulement victimes, le dépassement d'une conception « réifiante » de l'espace et l'attention à l'implicite, le tacite des actes. Cette dimension est abordée avec des exemples éloquentes dans le chapitre sur « la ville de l'intersubjectivité » où on pressent que la ville fonctionnelle n'est pas seule à s'offrir aux femmes : « l'intérêt et le plaisir que certaines femmes prennent quand elles sortent de leurs espaces quotidiens sont significatifs » même si elles restent « abritées » derrière la vitre du bus...

Par l'introduction de la problématique des rapports sociaux de sexe dans les approches de l'espace, cet ouvrage stimulant renouvelle le regard et suscite des questionnements autour de la notion de « proximité résidentielle », de la pertinence de la séparation entre espace public et privé, au moment où des recherches dans les pays méditerranéens sur les pratiques des hommes et des

femmes en montrant la complexité et conduisent à une reconstruction des théories de l'espace.

Monique MEMBRADO

Centre interdisciplinaires d'études urbaines CNRS

et équipe SIMONE,

Toulouse, septembre 1996

*La famille désinstitutionnée :*

*Introduction à la sociologie de la famille*

**Marie-Blanche TAHON, Les Presses de l'université d'Ottawa, collection " Sciences sociales. Justice et problèmes sociaux ", Ottawa, 1995**

Marie-Blanche Tahon, dont nous connaissons en France la contribution qu'elle a faite avec Geneviève de Pascoulan à l'ouvrage *Sociologie contemporaine* dirigé par Jean-Pierre Durand et Robert Weil aux éditions Vigot (1989), propose une réévaluation de la sociologie de la famille. Le point de départ de sa réflexion est la dénonciation de l'incapacité de ce domaine de recherches pour ce qui est de relever ce défi : mieux différencier la « femme » de la « mère » comme « l'homme » du « père ».

Véritable introduction à la sociologie de la famille, cet ouvrage néanmoins ne se limite pas à la recension et à la synthèse des travaux existants mais offre plusieurs hypothèses nouvelles particulièrement stimulantes. Prenant acte des transformations radicales apportées par le passage à la citoyenneté à part entière que les femmes, pour Marie-Blanche Tahon, n'ont acquise que très récemment, à partir des années 70, lorsque le droit à l'avortement a été pleinement reconnu, cet ouvrage se présente avec la volonté d'ouvrir de nouveaux chantiers pour les recherches féministes. « La reconnaissance du droit des femmes à contrôler leur fécondité constitue un point d'aboutissement dans la reconnaissance des femmes comme individus libres et égaux aux hommes » : telle est l'hypothèse centrale de Marie-Blanche Tahon pour tenter un réexamen des comportements familiaux et mesurer jusqu'où les outils de



la sociologie de la famille peuvent aider à penser les situations présentes. En effet, elle montre comment cette pleine reconnaissance des femmes et des mères comme individus autonomes contredit les systèmes de représentation et les pratiques concrètes antérieurs : on touche au fondement du lien social car cette reconnaissance met en cause l'ordre symbolique conditionnant les systèmes de filiation et d'alliance. Ce qui constitue une rupture radicale, c'est que pour l'enfant, le lien social s'établit désormais à partir du désir de maternité de sa mère et non plus à partir de la filiation par l'intermédiaire de l'épouse de son père.

La tradition patriarcale qui, en Occident, renvoie à l'archétype de la famille romaine a été transformée par le droit révolutionnaire et le droit civil du mariage comme contrat mais ceci a été, au regard du droit romain, l'avènement de l'individu-homme-citoyen mais non encore l'avènement de l'individu-femme : pour accomplir cette individuation des femmes, il faut de fait parvenir à « faire l'apprentissage de la distinction à opérer entre « femme » et « mère », entre « homme » et « père » ». Si la première partie de cette proposition est aujourd'hui partagée par de nombreux auteurs, nous pensons notamment aux travaux de Geneviève Fraisse et d'autres historiennes sur la démocratie, la deuxième partie de la proposition est tout à fait originale et stimulante. La thèse avancée par Marie-Blanche Tahon s'énonce comme un paradoxe : contrairement aux présentations habituelles, pour elle, l'avènement de la mère n'aurait pas encore eu lieu car ce n'est que depuis les années 70 que le droit à l'avortement, l'énonciation du désir d'enfant « si je veux », détache enfin les femmes de leur représentation comme mères au moment même où le désir de non-maternité peut s'exprimer pleinement, sans opprobre.

Quel dommage que des hypothèses aussi fécondes soient parfois desservies par une expression hâtive – d'ailleurs reconnue par l'auteur. Ceci néanmoins ne diminue en rien l'intérêt de cet ouvrage, le premier à se présenter comme un outil pédagogique pour une approche féministe de la sociologie de la famille.

Dominique Fougeyrollas-Schwebel  
IRIS-TS Université Paris Dauphine

*Les femmes juives dans le siècle.*

*Histoire du Conseil international des femmes juives de 1899 à nos jours*

**Nelly LAS, L Harmattan, 1996**

Issu du réseau des grandes organisations féminines du tournant du siècle et de la conjonction d'organisations de femmes juives des Etats-Unis, de Grande-Bretagne et d'Allemagne, le Conseil international des femmes juives (ICJW) est officiellement fondé à Rome en 1914. Comme le souligne Nelly Las, docteur en histoire israélienne francophone, son existence pose d'emblée trois questions. A savoir : pourquoi des femmes juives ont-elles éprouvé le besoin de créer des associations spécifiques ? Faut-il y voir une révolte contre les rôles traditionnels de la femme au sein du judaïsme ou, au contraire, l'expression publique de ces rôles ? Dans quels domaines se situe leur action et en vertu de quelles convictions ?

En huit chapitres suivant l'évolution chronologique, l'auteure présente les débuts de l'ICJW jusqu'au « silence des années trente » — en réalité jusqu'en 1946 —, la reprise et le développement de ses activités entre 1949 et 1984, en insistant sur l'infléchissement des priorités à partir des campagnes antisionistes des années 1975-1985 et les facteurs nouveaux durant les dix dernières années.

A la première question « Pourquoi une organisation spécifique ? », la réponse est relativement simple. Il s'agissait dans les pays non laïcs dominés par les confessions chrétiennes, d'affirmer et de défendre l'identité et les intérêts de la minorité juive, tout en coopérant avec des organisations non juives pour lutter contre toutes les formes de discriminations et contribuer au développement des valeurs universelles de paix, de justice sociale, d'égalité des droits et des chances. En ce sens, ce n'est pas un hasard si la création de l'ICJW résulte essentiellement de l'initiative des organisations féminines juives des Etats-Unis, de Grande-Bretagne et d'Allemagne, pays où elles existent déjà depuis le tournant du siècle. Illustration d'un engagement qui se veut à la fois spécifique et universel, sa première présidente, Bertha Pappenheim, issue de

la bourgeoisie aisée juive orthodoxe de Vienne, a joué un rôle de premier plan dans la lutte contre la traite des blanches et la prostitution en général, et celle des femmes juives immigrées d'Europe orientale, à la tête de l'Union des femmes juives d'Allemagne (JBF), organisation forte, dès les années vingt, de 430 sections et 50 000 adhérentes. Avec ses propres écoles de formation et ses maisons d'accueil pour femmes juives isolées, ses clubs féminins, elle rejoint, dès sa création en 1904, la Fédération des associations féminines allemandes (BDF) dans la perspective de cette « symbiose judéo-allemande » qui s'avèrera n'avoir été qu'une illusion des Juifs de l'aire germanique.

Et pourtant, c'est en 1923 à Vienne, carrefour entre l'Est et l'Ouest, théâtre de violentes manifestations d'antisémitisme, puis à Hambourg, en 1929, dans une Allemagne déjà marquée par les effets dévastateurs de la crise mondiale, que se tiendront les seuls grands congrès de l'ICJW d'avant-guerre, précédant le repli sur les seules relations personnelles entre militantes. Même le Conseil national des femmes juives des Etats-Unis (NCJW), fondé en 1893 par Hanna G. Solomon, issue comme beaucoup de responsables juives américaines de l'immigration européenne, ce qui explique les liens étroits avec l'Ancien Continent, se trouve submergé durant les années 1930-1940 par l'accueil et l'insertion des victimes du nazisme dans un contexte de xénophobie et d'antisémitisme perceptibles jusqu'au sein des organisations féminines. Exception notable : l'ICJW n'aura pas d'« affiliée » française avant 1966 alors qu'il en compte déjà une vingtaine à cette époque en Amérique du Nord et du Sud, en Australie et Nouvelle-Zélande, en Afrique et en Europe. C'est manifestement à cause de l'exception française de la laïcité que les femmes juives de France ont longtemps préféré militer dans des organisations non spécifiques. Certaines, comme les avocates Suzanne Grinberg, Andrée Lehmann, Marcelle Kraemer-Bach y ont d'ailleurs joué avant-guerre un rôle non négligeable. D'autres, notamment Yvonne Netter et Sassia Ehrlich, également avocates, ont concilié cet engagement avec la création, en 1924, d'une Union des femmes pour la Palestine, sans rejoindre pour autant l'ICJW. De sorte que ce n'est pas le moindre paradoxe

de voir celui-ci réunir en 1949 sa première convention, désormais triennale, à Paris, en hommage à l'action des femmes juives de France sous l'occupation alors qu'il n'y compte pas d'affiliée.

Très tôt, du fait de ses convictions et de son engagement dans le domaine social et la défense active de la Charte des droits de l'homme des Nations-Unies, l'ICJW a obtenu le statut consultatif d'ONG. Il se verra d'ailleurs attribuer un prix du Conseil américain des femmes noires pour son action en faveur des femmes et des enfants d'Afrique et sa lutte contre l'apartheid. Respectueux de la diversité de ses membres, le Conseil se trouve cependant doublement minoritaire : en tant qu'organisation juive dans la société et par sa volonté de préserver son indépendance par rapport aux institutions juives. Dominé durant les deux premières décennies d'après-guerre par l'affiliation juive libérale américaine, qui représente à elle seule, avec 95 000 membres, près des deux tiers de l'organisation, l'ICJW subit un changement notable lors de sa Convention de 1969 à Jérusalem, avec l'arrivée de 350 000 Israéliennes, membres de la centrale syndicale Histadrout et l'élection de Shoshanna Hareli à la présidence. Ce qui implique, selon les statuts, le transfert du secrétariat pour trois ans à Jérusalem.

Sans chercher à changer l'orientation pluraliste du Conseil, les Israéliennes entendent surtout obtenir son intervention pour l'abolition de mesures discriminatoires de la législation rabbinique, la seule officielle dans leur pays, notamment pour le mariage et le divorce. Fruit de trois années de travaux d'une commission ad hoc, la pétition lancée à cet effet témoigne d'une volonté nouvelle, quoique encore prudente, des femmes de se faire entendre au sein des instances juives. Mais les résultats se feront attendre : l'ICJW ne peut, en effet, compter sur le soutien des institutions juives, qui lui reprochent l'absence de délimitation précise entre son action humanitaire générale et son engagement en faveur de la minorité juive qui, selon son orientation, sont indissociables. Pourtant, en dépit de ces divergences, le Conseil va se trouver entraîné à affirmer plus nettement sa spécificité et sa solidarité avec Israël par suite de la persécution des Juifs d'URSS et de la violente cam-

pagne antisioniste des Etats communistes et arabes jusqu'au sein des instances internationales.

Peu préparées à ce type d'affrontements, ses représentantes se sentent particulièrement atteintes par les condamnations morales et les outrances verbales lors des deux premières conférences mondiales de l'ONU, dans le cadre de la « Décennie de la femme ». Malaise aggravé après l'adoption par 35 états-membres d'une résolution assimilant le sionisme au racisme. Néanmoins, malgré ce climat d'hostilité qui perdurera durant près de dix ans, l'ICJW est résolu à maintenir son activité humanitaire dans le monde et créera même, avec *Links around the world*, une publication régulière d'information à cet effet.

Le retour à la direction, entre 1972 et 1984, des Américaines du Nord et du Sud, à commencer par l'Argentine d'origine hongroise Rosa de Herczeg, explique sans doute pour une large part la capacité du mouvement à préserver, envers et contre tout l'expression d'un judaïsme pluraliste fondé sur des valeurs universelles. De ce fait, l'ICJW voit son rôle d'ONG renforcé par la nomination ou l'élection de plusieurs de ses responsables à des postes importants concernant la condition féminine, les droits de l'enfant et l'information publique de l'ONU. N'ayant pas oublié pour autant le climat d'hostilité des Conférences mondiales des femmes de 1975 à Mexico et 1980 à Copenhague, les ONG féminines juives se sont dotées, grâce à la médiation de la féministe américaine Leila Seigel, représentante de l'ICJW et vice-présidente de la Sous-commission pour la condition féminine à l'ONU à Genève, d'une instance de concertation. Objectif principal : coordonner les réponses à l'offensive antisioniste, qui connaîtra un paroxysme avec les attentats contre des institutions juives en Europe, notamment en France. Pour affirmer sa solidarité tout en préservant son pluralisme, l'ICJW choisit de rejoindre le Congrès juif mondial plutôt que la Fédération sioniste.

Cette stratégie s'avèrera payante puisque, à la 3<sup>e</sup> Conférence mondiale de Nairobi en 1985, à laquelle participent 400 déléguées d'ONG juives – dont 50 de l'ICJW –, le retour à un climat plus

serein permet l'adoption de presque toutes les mesures préconisées pour l'amélioration de la situation des femmes d'ici l'an 2000, sans mention de la « question sioniste ». Ainsi, après Nairobi, l'ICJW peut à nouveau coopérer avec toutes les ONG décidées à réaliser les recommandations de l'ONU sans renoncer pour autant à ses engagements spécifiques, notamment en faveur des Juifs d'URSS, de l'annulation de la résolution contre le sionisme et, ultérieurement, dans l'affaire Waldheim et celle du Carmel d'Auschwitz où le soutien va bien au-delà des milieux juifs. Avec le transfert du Secrétariat d'Amérique en Europe sous les présidences de Leila Seigel pour trois ans à Genève, puis d'un mandat de même durée après l'élection de Stella Rozan à Paris, l'ICJW connaît une extension notable. Avec désormais 38 affiliées représentant tous les continents, il ajoute à ses activités sociales traditionnelles des campagnes de prévention de la drogue et du sida, des formes nouvelles de lutte contre l'accroissement de la pauvreté et pour la protection de l'environnement. Son action prioritaire en faveur des femmes et des jeunes des pays les plus démunis se conjugue avec celle de la solidarité juive.

En conclusion de son analyse d'archives et de publications mentionnées dans la bibliographie et de ses entretiens avec 13 responsables de l'ICJW, Nelly Las constate, en réponse à ses questions initiales, que l'histoire de ces « Femmes juives dans le siècle » témoigne d'une interaction complexe entre le particulier et l'universel, la tradition et la modernité. D'où un féminisme « familial et social » à vocation internationale, qui oblige ses militantes, faute d'un budget approprié, à financer l'essentiel de leurs activités par leurs propres moyens. D'où encore le caractère quelque peu élitiste de l'ICJW et la difficulté, comme pour d'autres organisations, d'assurer la relève. Parmi les initiatives destinées à promouvoir sa démocratisation et son rajeunissement : l'introduction d'un thème annuel commun de réflexion et de débats ainsi que la constitution d'un fonds spécial de financement. Changements amorcés, comme j'ai pu le constater lors de la Convention triennale réunie en mai 1996 à Paris, centrée sur les « intolérances contemporaines ». Avec pour invitées d'honneur Simone Veil, au dîner d'ouverture, et

Wassila Tamzali, pour la table ronde du lendemain aux côtés de déléguées d'Afrique du Sud, de Finlande et d'Israël.

Complété par des annexes, notamment un glossaire des termes hébraïques, une liste des grandes organisations juives internationales et une brève présentation des 38 affiliées de l'ICJW, cet ouvrage destiné à un public francophone peut, par sa rigueur méthodique et sa sobriété de ton, contribuer à une meilleure compréhension des problèmes des militantes de la minorité juive trop souvent méconnus, comme d'ailleurs ceux de la xénophobie, du racisme et de l'antisémitisme en général, au sein du mouvement des femmes.

Rita THALMANN

A propos d'

*Un chagrin politique*

**de Martine STORTI** (compte rendu dans le bulletin été 1996).

A la suite de ma note de lecture, j'ai reçu une lettre de Martine Storti me reprochant sévèrement « une lecture partielle et partielle ».

Il est vrai que j'ai fait de ce livre une lecture subjective ce qu'imposait d'ailleurs son contenu. Les itinéraires de chacune d'entre nous au cours de ces trente années ont été différents comme les analyses que nous en tirons maintenant et les sentiments que nous en gardons.

Il serait intéressant que celles qui ont déjà lu ou qui vont lire ce livre et qui n'ont ou n'auront pas les mêmes réactions que moi les écrivent au bulletin car je n'ai absolument pas changé d'avis.

Hélène ROUCH

## Parutions

### Quelle citoyenneté pour les femmes ?

*La crise des Etats-providence et de la représentation politique en Europe*

**Sous la direction de Alisa del Re et Jacqueline Heinen, collection Biblioth que du f minisme, d. L Harmattan, Paris.**

Quelle citoyenneté pour les femmes ?

Au moment où les changements inhérents à la nouvelle Europe tendent à faire voler en éclats le consensus qui prévalait jusqu'alors en matière de représentation de la citoyenneté, on ne peut que s'interroger sur le statut des femmes dans la cité et sur la définition même du concept de citoyenneté. La question n'est pas seulement de savoir qui est citoyen. Elle est aussi — et c'est peut-être encore plus important — de savoir quels sont les droits du citoyen.

Partant d'une analyse sur la nature et l'évolution des politiques sociales en vigueur dans divers pays d'Europe, sur le rapport entre sphère publique et sphère privée et sur la place des femmes dans le champ politique, cet ouvrage examine les conséquences des nouvelles représentations de la citoyenneté, démarche qui rompt avec une acception étroite, limitée à la seule reconnaissance des droits civils et politiques.

A l'heure de la construction européenne, l'un des intérêts de ce livre réside dans la richesse du panorama qu'il présente : l'Europe du Nord y côtoie celle du Sud et celle de l'Est. Grâce au jeu de regards croisés de sociologues, politologues, juristes et historiennes, il donne à voir tout à la fois la grande diversité de modèles d'états-providence et des correspondances significatives dans le maintien des inégalités entre les sexes.

Oristelle BONIS



DÉJÀ PARUS DANS LA MÊME COLLECTION :

*Lettres de Catherine de Saint-Pierre à son frère Bernardin*,  
**Lieve SPAAS**, 1996.

*La mixité à l'école primaire*, **Claude ZAIDMAN**, 1996.

*Gender, Demographic Transition  
and the Economics of Family Size*

*Population Policy for a Human-Centred Development*

**By Naila KABEER, UNRISD Occasional Paper n° 7 — June 1996.  
Fourth World Conference on Women, Beijing 1995.**

In theory, population issues should cover the full range of concerns from birth to death, as well as the quality of life in between. In practice, however, population policy has tended to become reduced to a question of numbers : how to reduce or – less frequently – to increase the number of people who count within specific categories in order to meet the objectives set out by those with policy-making power. This paper begins by looking at some of the major debates between economists and demographers who have, to some extent, addressed each other's arguments. However, their debates have been curiously insulated from questions and issues raised by a third group : feminist advocates and researchers. Yet the feminist perspective is crucial not only for making sense of aspects of population and development that a conventional economic or demographic analysis is poorly equipped to consider, but also for ensuring that population policies contribute to the developmental goals of human survival and well-being.

Drawing on the literature from sub-Saharan Africa and Asia, the author demonstrates how a gender analysis can provide the basis for integrating population, development and human rights perspectives in the policy arena. The author's gender analysis challenges the belief that economic growth in the East Asian economies was equitable by pointing to the severe gender inequities in family reproductive strategies that underpinned it. The analysis also chal-

lenges the frequently advanced claims that women's education and economic autonomy will automatically lead to lower fertility rates and that a single universal explanation can be found for fertility declines currently under way in the Third World.

The paper makes the case for a human-centred approach to the question of population and development. Despite claims made in policy discourse that lowering rates of population growth has positive developmental consequences, there is little evidence that past population policies have been motivated by a concern for human rights and well-being. The relationship between fertility decline and improvements in the rights and well-being of a population is generally weak and often non-existent. The author thus argues for retaining population questions at the centre of development policy but suggests that such policy needs to give fuller recognition to the intrinsic human dimension of the interrelationship between population and development and, in particular, to the gender dimension of this interrelationship.

Naila Kabeer is a fellow of the Institute of Development Studies (IDS), University of Sussex, United Kingdom.

### *Femocrats and Ecorats*

*Women's Policy Machinery in Australia, Canada and New-Zealand*

**By Marian SAWER, UNRISD Occasional Paper n° 6 — June 1996. Fourth World Conference on Women, Beijing 1995.**

During the United Nations Decade for Women (1976-1985) most member states of the United Nations adopted mechanisms to ensure that all government activity was monitored for its impact on women. This paper provides case studies of such « women's policy machinery » in Australia, Canada and New-Zealand. The title derives from the uneasy relationship between feminist bureaucrats (femocrats) and a new generation of decision makers guided by principles of « economic rationalism » (ecorats). The concern of femocrats for gender equity has come up against the belief of ecorats that public intervention in markets is counter-productive.

In the three countries considered in the paper, the election of governments committed to broadening the policy agenda and fostering citizen participation presented opportunities to translate women's movement slogans into policy. Another enabling factor was a desire on the part of governments to be viewed as good international citizens. This was a significant policy resource for feminists operating both at international and domestic levels.

Women's policy machinery is the daughter of the women's movement and there is an inbuilt tension in this relationship. Women's policy units are accountable to government and not just to the women's movement, meaning that conflicts of interest and perspective are inevitable. Femocrats must demonstrate loyalty to government in order to be credible in their policy advice ; policy brokering involves compromises – which, at times, has led to accusations of co-option. The location of women's policy machinery within the bureaucracy is explored in each case study, as is the importance of a well-organized women's movement outside government as a political base for feminist policy.

In all three countries women's policy machinery has survived changes of government as well as the increasingly unfavourable environment provided by gender blind economic rationalism. Strategic changes in discourse have been required that have their own side effects — for example, the presentation of child care or domestic violence as economic issues. Ultimately, the preservation of equity agendas requires not only routinized accountability mechanisms within government, but also strong pressure from outside. It is the combination of women working from inside and outside government that has proved most fruitful – even when it has amounted to achieving least worst outcomes.

Marian Sawer is associate professor in politics at the Australian national University, Canberra, Australia.

CONTACT : UNRISD – UNITED NATIONS RESEARCH INSTITUTE FOR SOCIAL DEVELOPMENT – Palais des Nations, 1211 Geneva 10, Switzerland – Tel. +41 (22) 798 84 00/798 58 50 – Fax +41 (22) 740 07 91 – E.mail : [info@unrisd.org](mailto:info@unrisd.org).

## PROCHAINEMENT

*Les processus d'intégration des femmes  
au politique. Féminismes et cultures nationales*

**Sous la direction de Yolande COHEN et Françoise TH BAUD,  
Collection Les Chemins de la recherche, Programme Rhône-  
Alpes, Recherches en sciences humaines (Directeur de publica-  
tion : Alain BIDEAU).**

La diversité des féminismes occidentaux trouve son ancrage dans des spécificités nationales et dans des traditions historiques particulières. A l'encontre d'une prétention universaliste qui caractérisait les idéologismes des années 1970, le féminisme contemporain a découvert la multiplicité des sujets féminins, comme la pluralité de ses courants. Il peut désormais se penser au pluriel et envisager son histoire de façon moins dogmatique. Ensemble de théories et de pratiques toutes centrées sur la construction historique des identités féminines, les féminismes des deux derniers siècles ont conduit à la constitution des femmes en sujets à part entière. Sous leur impulsion, l'intégration des femmes dans les structures politiques nationales s'est réalisée selon des modalités tout à la fois différentes et semblables (élargissement du droit de vote et obtention des droits civils et politiques en particulier).

Ce recueil de textes tente d'appréhender les liens qui se sont tissés entre les mouvements féministes et féminins et les cultures politiques nationales, essentiellement en France et au Québec, en Belgique et au Canada, en Allemagne et en Algérie. L'approche comparatiste permet par exemple de mieux comprendre le rôle des Internationales féministes dans l'accès des femmes à la citoyenneté, de mesurer le poids des traditions — religieuses, ethno-culturelles ou politiques — dans la définition des enjeux féministes, ou bien encore de contextualiser « l'exception française » si souvent invoquée aujourd'hui.

Ce volume contient les contributions originales de dix-huit chercheuses, historiennes, politologues et sociologues, de plusieurs

pays qui ont pour la plupart participé au Colloque sur les féminismes et cultures politiques nationales tenu à Lyon en décembre 1994, dans le cadre des Entretiens du Centre Jacques-Cartier. A travers ces textes se lit une commune volonté d'enrichir l'histoire politique et de réactualiser la théorie féministe en reconsidérant le rapport des femmes au politique. S'y trouve aussi une réflexion sur la situation paradoxale dans laquelle se meuvent les féminismes — surtout français, pris entre l'universalisme et la différence.

CONTACT : CNRS – Programme pluriannuel en sciences humaines – BP 1335 – 69609 Villeurbanne Cedex.



Illustration de Françoise Ménager.





# Manifestes

## *Non au pouvoir religieux ! Le pape hors de nos vies !*

A l'occasion de la venue du pape en France et de la commémoration du baptême de Clovis, nous féministes, réaffirmons notre opposition aux ingérences multiples du pouvoir pontifical et religieux dans la vie politique et civile, au service de l'ordre moral et au détriment des libertés et des droits des femmes.

### ***Non à l'ingérence du pouvoir pontifical dans la vie publique***

Rappelons les plus récentes prises de position publiques du Vatican :

- contre le divorce lors du référendum en Irlande,
- contre l'avortement en Pologne,
- contre la contraception à la Conférence du Caire sur la population,
- contre les droits des homosexuel(le)s lors des élections législatives en Italie,
- contre le libre choix par les femmes de leur vie et de leur sexualité à la Conférence de Pékin,

— Contre le préservatif, attitude criminelle face au développement de l'épidémie du sida, notamment en Afrique.

Non contente de les inscrire dans son catéchisme, l'Eglise, animée par un esprit de croisade, voudrait imposer à toutes et à tous ses normes et ses interdits. Plus encore, Jean-Paul II, dans ses encycliques « Veritatis Splendor » ou « Evangelium vitae » affirme que la « loi divine » doit primer sur les lois civiles, justifiant ainsi les actions commandos contre des centres d'interruption de grossesse, et l'opposition au droit des femmes à disposer de leur corps. Refusant la notion d'universel, il définit pour les femmes (dans la « Lettre aux femmes » de 1995) une « vocation spécifique » concluant que c'est dans le sacrifice et le don de soi que « la femme » peut véritablement s'accomplir. Il exalte « la femme » et « sa mission » pour mieux enfermer les femmes dans des normes et des contraintes. C'est dans cette lettre aussi qu'il rappelle aux femmes violées durant la guerre en Yougoslavie que l'avortement demeure un péché et un crime.

### ***Pour le respect de la séparation des Eglises et de l'Etat***

L'Etat français, en recevant officiellement le pape, en commémorant le baptême d'un roi comme un « acte fondateur » de la nation ne prend-il pas à son compte toute cette idéologie et ces valeurs réactionnaires ? Jacques Chirac, en visite au Vatican en janvier 1996, avait déjà fait allégeance à l'Eglise romaine, en se réclamant de la tradition qui fait de la France la « fille aînée de l'Eglise ». Aujourd'hui, les pouvoirs publics financent largement une « visite pastorale » du pape, suscitant la confusion entre le rôle spirituel du pape dans la communauté catholique et un rôle qui lui est conféré de chef d'Etat et d'autorité morale.

### ***Contre le retour de l'ordre moral***

L'Etat met en cause la laïcité et la séparation des Eglises et de l'Etat, alors même que les intégristes et traditionalistes catholiques sont partout à l'offensive et que des groupes de pression en faveur



de « l'ordre moral » s'organisent au plus haut niveau des institutions :

- L'Opus Dei, puissance au service direct du Saint Siège, est de plus en plus influent dans les milieux politiques au pouvoir. Plusieurs membres fondateurs de l'Association des amis du professeur Lejeune et de la Fondation J. Lejeune (organisations rassemblant les cercles dirigeants de l'opposition au droit à l'avortement) lui sont étroitement liés, comme Hervé Gaymard, Jean-Claude Gaudin, Margie Sudre.
- La députée Christine Boutin, membre du Conseil pontifical pour la famille, anime l'Alliance pour les droits de la vie, dont les adhérents, avec ceux du Groupe de spiritualité des assemblées parlementaires, déposent infatigablement propositions de lois et amendements contre le droit à l'avortement.
- Colette Codaccioni, avant d'être l'éphémère ministre de la Solidarité entre les générations (maintenant présidente du FAS), était vice-présidente du Conseil général du Nord et a contribué à la liquidation du Planning familial dans ce département ; elle a placé en exergue d'un rapport officiel sur la famille un extrait du « Je vous salue Marie » : « le fruit de vos entrailles est béni ».
- De nombreux prélats sont venus témoigner dans les tribunaux en faveur des auteurs d'actions commandos contre des cliniques pratiquant des avortements.
- Les lobbies de l'ordre moral ont fait pression pour modifier des campagnes d'information sur le Sida, censurer des émissions de télévision, ou définir l'éthique dans tous les domaines de la vie, comme celui des nouvelles techniques de reproduction (consultation éthico-religieuse dans un hôpital public, à Beclère).

Tous ces réseaux rassemblent gens de droite et d'extrême-droite, villieristes comme nationaux-catholiques du Front national, dans une synthèse qui rappelle les pires époques de réaction et de cléricalisme.

Dans ce contexte, visite du pape et commémoration du baptême de Clovis vont de pair : là s'expriment à la fois une vision

théologique de l'histoire et le mythe d'une identité nationale qui aurait existé depuis 1 500 ans, alors que la France se construit dans le temps avec tous ceux et toutes celles qui y vivent et qui y viennent. C'est aussi ces idées porteuses de xénophobie et d'exclusion que nous rejetons en participant à cette manifestation.

## COLLECTIF FÉMINISTE CONTRE LA VENUE DU PAPE avec

ANEF, Atlanta-Plus, CADAC, Cahiers du féminisme, Collectif féministe contre le viol, Collectif féministe Ruptures, Commission femmes de l'UNEF-ID, Commission femmes des Verts, Coordination féministe, Dialogue de femmes, En avant toutes !, Femmes libres Radio Libtraire, Marie-pas-claire, des militantes de la Maison des femmes, MFPP 93, les Nanas Beurs, les Sciences-Potiches se rebellent, Solidarité femmes du Maghreb et d'Europe.

## *Protest against Funding-Cut : Action Alert*

### BERLIN'S LESBIAN ARCHIVE

Dear Women,

The Department for Same-Sex-Lifestyles, a subdivision of the Senate Department for Schools, Youth and Sport will discontinue their funding of Spinnboden at the end of this year. By this cut Spinnboden loses one half of its state subsidies and is in acute danger of closing down.

We ask you to put pen to paper and join us in our protest action. You can either use the letter provided or write about your personal experiences with Spinnboden and give your own opinion as to why subsidies should continue to be granted.

The letter should be sent as soon as possible, it should be in Berlin by the second half of November at the latest. If you know of other organisations, politicians or activists who would support us, please pass this information on to them.

We would appreciate anything you could do to help us and hope you will take up active support. Thank you for your help and solidarity !

Yours hopefully.

Marlies Ruester  
Lesbian Archive Berlin

## EXAMPLE LETTER OF PROTEST

Senatorin fuer Schule, Jugend und Sport  
Frau Stahmer  
Am Karlsbad 8-10  
10785 Berlin  
FAX : ++49 30 2654 2323

Dear Senator,

We are/I am appealing to you on behalf of Spinnboden. Your decision to exclude Spinnboden from state sponsorship is alarming news as it is endangering the project's existence.

As one of the first Berlin lesbian projects, Spinnboden has grown over 20 years to become an indispensable part of the city's lesbian infrastructure.

The offers provided, information and instruction on lesbian lifestyles and educational and anti-discrimination work, can no longer be maintained if the access to knowledge about the history of lesbian women and to positive role models is cut off. It appears a shortsighted saving policy to bar these services from further financial support.

The archive was and continues to be a place of crosscultural communication for women of all nationalities. In order to prevent discrimination, hate, envy and violence we/I strongly urge you to work to change your mind and continue sponsorship for Spinnboden.

Yours sincerely.



*Résultat  
du grand concours  
de l'été*

Aucune gagnante.

Personne n'a envoyé de réponses alors que beaucoup s'y sont essayées. On sent les bonnes élèves qui n'aiment pas rendre une copie en partie blanche.

Donc, toutes les chances de gagner restent intactes... pour Noël.

Nicole DÉCURÉ





# Bulletins de commande

## *Pouvoir, parité, représentation politique*

(COMMUNICATIONS FAITES AU COURS DE LA JOURNÉE ANNUELLE DE L'ANEF, LE 28 MAI 1994)

Brochure disponible au secrétariat de l'ANEF - 34, rue du Professeur-Martin 31500 TOULOUSE contre un chèque de 40 FF (30 FF + 10 FF de frais d'envoi) pour les pays de la CEE et de 50 FF pour les autres pays.

NOM : ..... Prénom : .....

Adresse : .....

.....  
Commande de ..... numéro(s) de la brochure pour un prix total de  
..... FF au prix unitaire de 40 FF (CEE), 50 FF (autres).

Prière de joindre le règlement à la commande.

## *Annuaire de l'ANEF*

Brochure disponible au secrétariat de l'ANEF - 34, rue du Professeur-Martin 31500 TOULOUSE contre un chèque de 100 FF (frais d'envoi inclus).

NOM : ..... Prénom : .....

Adresse : .....

.....  
Commande de ..... numéro(s) de l'ANNUAIRE DE L'ANEF pour un prix total de  
..... FF au prix unitaire de 100 FF (frais d'envoi inclus).

Prière de joindre le règlement à la commande.

## *Etudes féministes et études sur les femmes en France en 1995*

Brochure disponible au secrétariat de l'ANEF - 34, rue du Professeur-Martin 31500 TOULOUSE contre un chèque de 30 FF (frais d'envoi inclus).

NOM : ..... Prénom : .....

Adresse : .....

.....

Commande de ..... numéro(s) de la brochure pour un prix total de ..... FF au prix unitaire de 30 FF (frais d'envoi inclus).

Prière de joindre le règlement à la commande.

## *Femmes et mouvements de femmes face à la situation algérienne : analyses et solidarités*

Brochure disponible au secrétariat de l'ANEF - 34, rue du Professeur-Martin 31500 TOULOUSE contre un chèque de 40 FF (30 FF + 10 FF de frais d'envoi) pour les pays de la CEE et de 50 FF pour les autres pays.

NOM : ..... Prénom : .....

Adresse : .....

.....

Commande de ..... numéro(s) de la brochure pour un prix total de ..... FF au prix unitaire de 40 FF (CEE), 50 FF (autres).

Prière de joindre le règlement à la commande.





# Statuts

## Association Nationale des Etudes Féministes

ARTICLE 1 - Il est fondé entre les adhérentes aux présents statuts une association régie par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901 et le décret du 18 août 1901, ayant pour titre : « Association nationale des études féministes » (ANEF). Son siège social est fixé à Paris : 9 bis, rue de Valence 75005. Il pourra être transféré sur simple décision du bureau.

ARTICLE 2 - L'association se propose d'être un lieu de réflexion, d'échanges et de confrontations. Elle se donne comme but principal la promotion des études et recherches féministes, sur les femmes et sur les rapports de sexe et de genre, notamment par :

- l'enseignement, la formation, la création et la recherche, dans et hors institution ;
- la diffusion et la valorisation de ces recherches et de ces problématiques au moyen de publications, colloques, séminaires, rencontres, annuaires... etc. ;
- la création d'enseignements féministes à tous les niveaux d'enseignements ;
- la création de postes, d'équipes et de programmes de recherche dans les organismes publics, parapublics et privés d'enseignement, de formation et de recherches.

Ces buts seront réalisés par toutes actions nécessaires, y compris l'action concertée auprès des pouvoirs publics, régionaux, nationaux et internationaux.

L'association se donne également pour buts :

- la défense des intérêts professionnels et moraux de ses membres et la lutte contre les discriminations sexistes ;
- le maintien et le développement de relations d'échanges, de respect mutuel et de solidarité entre ses membres ;
- le développement de liaisons avec les associations et les groupes nationaux ou étrangers, la participation aux réseaux européens et internationaux d'études féministes.

ARTICLE 3 - Peuvent devenir membres de l'association les femmes , sans distinction de nationalité, qui sont en accord avec les buts de l'association, et s'engagent à travailler à leur réalisation. Les demandes d'adhésion sont adressées au conseil d'administration.

L'association admet également, à titre d'associés, des groupes des institutions, et les individus qui soutiennent ses objectifs. La qualité de membre se perd par démission, non-paiement de la cotisation ou tout autre motif prévu au règlement intérieur.

ARTICLE 4 - Les ressources de l'association comprennent : le montant des cotisations, les dons, legs et subventions accordées pour le fonctionnement et la réalisation des buts de l'association dans les limites fixées par la loi.

ARTICLE 5 - L'assemblée générale comprend tous les membres de l'association. Elle se réunit au moins une fois par an sur convocation du conseil d'administration. L'ordre du jour est indiqué sur les convocation. La présidence est assurée par un membre du conseil d'administration.

Les assemblées générales extraordinaires sont convoquées par le conseil d'administration, soit à son initiative, soit à la demande transmise au conseil d'administration du cinquième des membres.

ARTICLE 6 - L'assemblée générale est l'instance souveraine. Elle définit les orientations. Le conseil d'administration est élu pour 2 ans par l'assemblée générale des membres à jour de leur cotisation et dans un souci de représentativité des régions conformément au règlement intérieur. Il désigne en son sein chaque année un bureau formé au moins d'une présidente, une secrétaire, une trésorière, et suscite la mise en place de commissions responsables devant lui. Toutes les décisions du conseil sont prises de façon collégiale.

ARTICLE 7 - Un règlement intérieur est établi par le conseil d'administration qui le fait approuver par l'assemblée générale. Il est destiné à préciser les statuts et à fixer les divers points non prévus par ceux-ci notamment ceux qui ont trait à l'administration interne de l'association.

ARTICLE 8 - La révision des présents statuts ne pourra avoir lieu qu'à la suite d'une proposition présentée à l'assemblée générale, soit par le conseil d'administration, soit par un cinquième des membres inscrits. Le vote ne pourra avoir lieu qu'à une prochaine assemblée générale qui sera convoquée sur cet ordre du jour. La décision est prise à la majorité des membres inscrits.

ARTICLE 9 - La dissolution de l'association est prononcée par les deux tiers au moins des membres présents à l'assemblée générale convoquée sur cet ordre du jour et représentant la majorité absolue des membres inscrits. Une ou plusieurs liquidatrices sont nommées par cet assemblée et l'actif, s'il y a lieu, est dévolu conformément à l'article 9 de la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901 et au décret du 16 août 1901.



## Association Nationale des Etudes Féministes

### BULLETIN D'ADHÉSION 1996

Nom : ..... Prénom : .....

Adresse : .....

Code postal : ..... Ville : .....

Pays : .....

J'ai pris connaissance des statuts de l'ANEF.

Signature :

Membre adhérent-e :           200 F (revenus mensuels inférieurs à 9 000 F)  
  300 F (revenus mensuels supérieurs à 9 000 F)  
  150 F (pour les étudiant-e-s)

Membre associé-e :           300 F

Service du bulletin seul :     300 F (institutions)

L'adhésion est annuelle (année civile janvier-décembre) et inclut l'abonnement au Bulletin.

Règlement et bulletin d'adhésion ou d'abonnement à renvoyer à l'ordre de :  
ANEF – 34, rue du Professeur- Martin 31500 TOULOUSE